

MUNICIPALITÉ DE L'ASCENSION



Règlement numéro 2000-346 relatif aux permis et certificats

Tel que modifié par les règlements numéros suivants :

2000-346	Adopté le 12 juin 2000	Entré en vigueur le 19 sept. 2000
2003-379	Adopté le 9 juin 2003	Entré en vigueur le 26 juin 2003
2005-394	Adopté le 12 sept. 2005	Entré en vigueur le 13 sept. 2005
2007-408	Adopté le 12 mars 2007	Entré en vigueur le 29 mars 2007
2007-411	Adopté le 11 juin 2007	Entré en vigueur le 20 juin 2007
2010-441	Adopté le 10 mai 2010	Entré en vigueur le 31 mai 2010
2016-484	Adopté le 11 avril 2016	Entré en vigueur le 6 juin 2016
2021-531	Adopté le 9 août 2021	Entré en vigueur le 22 septembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

1	DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES	1
1.1	Titre du règlement.....	1
1.2	Remplacement de règlements antérieurs	1
1.3	Aire d'application	1
1.4	Personnes assujetties au présent règlement	1
1.5	Le règlement et les lois	1
1.6	Validité du règlement	2
1.7	Respect des règlements.....	2
2	DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES.....	3
2.1	Interprétation du texte.....	3
2.2	Unité de mesure	3
2.3	Tableaux.....	3
2.4	Plan de zonage.....	3
2.5	Zones inondables.....	4
2.6	Définitions.....	4
3	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	32
3.1	Application du présent règlement	32
3.2	Nomination de l'inspecteur en bâtiments.....	32
3.3	Responsabilité du fonctionnaire désigné	32
3.4	Responsabilité de la municipalité	33
3.5	Pouvoirs du fonctionnaire désigné	33
4	ÉMISSION DES PERMIS ET CERTIFICATS D'AUTORISATION.....	34
4.1	Dispositions générales à tous les permis.....	34
4.1.1	Obligation	34
4.1.2	Modification aux plans et documents ou à la description des travaux	34
4.1.3	Affichage du permis ou du certificat d'autorisation	34

4.1.4	Responsabilité du propriétaire	35
4.2	Le permis de lotissement	35
4.2.1	Nécessité d'un permis de lotissement.....	35
4.2.2	Demande de permis de lotissement.....	35
4.2.2.1	Forme de la demande de permis de lotissement pour un projet de lotissement de 5 terrains et moins et ne comprenant pas l'ouverture de nouvelles rues	35
4.2.2.2	Forme de la demande de permis de lotissement pour les projets autres que ceux prévus à l'article 4.2.2.1	36
4.2.3	Procédures d'émission du permis de lotissement	37
4.2.4	Conditions d'émission du permis de lotissement	37
4.2.5	Émission du permis de lotissement	38
4.2.6	Cause d'invalidité et durée du permis	38
4.3	Permis de construction	38
4.3.1	Nécessité du permis de construction	38
4.3.2	Forme de la demande.....	39
4.3.2.1	Permis de construction en zone inondable.....	40
4.3.2.2	Permis de construction pour un usage principal dont l'accès se fera directement à partir d'un chemin à la charge du ministère des Transports du Québec	41
4.3.2.3	Permis de construction pour une maison multigénérationnelle	41
4.3.2.4	Permis de construction pour un terrain de camping	41
4.3.2.5	Informations nécessaires pour déterminer les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en zone agricole	42
4.3.3	Procédure et conditions d'émission du permis de construction	42
4.3.4	Cause d'invalidité et durée du permis de construction	43
4.3.5	Durée du permis	43
4.3.6	Inspection des installations septiques.....	43
4.3.6.1	Attestation des travaux des installations septiques	44
4.3.7	Implantation de la construction	44
4.3.8	Permis pour l'aménagement d'une installation de prélèvement d'eau	45
4.3.8.1	Supervision par un professionnel.....	46
4.3.8.2	Rapport de forage	46
4.3.9	Permis pour l'aménagement d'un système de géothermie	47
4.3.9.1	Rapport de forage	48
4.4	Certificat d'autorisation	48
4.4.1	Nécessité d'un certificat d'autorisation	48
4.4.2	Forme de la demande des certificats d'autorisation et des certificats de non-contravention	49
4.4.2.1	Documents accompagnant une demande de certificat d'autorisation ou une demande de certificat de non-contravention	50
4.4.3	Procédure et conditions d'émission du certificat d'autorisation	53
4.4.4	Cause d'invalidité et durée du certificat.....	54
4.4.5	Travaux de nettoyage, etc.	54

5 TARIFS POUR L'OBTENTION DES PERMIS ET CERTIFICATS **55**

5.1 Tarif des permis et certificats..... **55**

5.2 Permis de lotissement **55**

5.3 Permis de construction **55**

5.4	Certificat d'autorisation ou de non-contravention.....	56
5.5	Combinaison ou ajout à un permis de construction ou à un certificat d'autorisation	56
6	DISPOSITIONS FINALES	57
6.1	Recours.....	57
6.2	Contraventions et recours	57
6.2.1	Dispositions générales.....	57
6.2.1.1	Peine	57
6.3	Amendement du présent règlement.....	58
6.4	Entrée en vigueur	58

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
D'ANTOINE-LABELLE
MUNICIPALITÉ DE L'ASCENSION

RÈGLEMENT NUMÉRO 2000-346

Règlement relatif à la régie générale des règlements d'urbanisme (Permis et certificats)

ATTENDU que la municipalité a procédé à la révision de son plan d'urbanisme;

ATTENDU qu'il y a lieu d'adopter un règlement relatif à la régie générale des règlements d'urbanisme (Permis et certificats);

ATTENDU qu'un projet de règlement a été préalablement déposé à la séance du 8 mai 2000;

ATTENDU que le présent règlement a été précédé d'une assemblée publique de consultation le 29 mai 2000, tenue conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné le 8 mai 2000;

ATTENDU qu'une dispense de lecture a été demandée lors de l'avis de motion et que chacun des membres du conseil reconnaît avoir reçu une copie du règlement, déclare l'avoir lu et renonce à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE, la municipalité de L'Ascension décrète ce qui suit:

Chapitre 1

1 Dispositions déclaratoires

1.1 Titre du règlement

Le présent règlement est identifié par le numéro 2000-346 et sous le titre de « Règlement de régie générale des règlements d'urbanisme (Permis et certificats) ».

1.2 Remplacement de règlements antérieurs

Le présent règlement remplace tout règlement ou disposition de règlement antérieur ayant trait aux divers permis et certificats et plus particulièrement le règlement numéro 228 et ses amendements. Le remplacement ne doit pas être interprété comme affectant toute matière ou chose faite ou qui doit être faite en vertu du ou des règlements ainsi remplacés. Toute infraction commise ou toute poursuite intentée en vertu des dispositions du ou des règlements ainsi remplacés peut être traitée de la manière prévue dans ce ou ces règlements remplacés.

1.3 Aire d'application

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire soumis à la juridiction de la municipalité de L'Ascension.

1.4 Personnes assujetties au présent règlement

Le présent règlement touche toute personne morale de droit public ou de droit privé et tout particulier.

1.5 Le règlement et les lois

Aucun article du présent règlement ne saurait avoir pour effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi du Canada ou du Québec.

1.6 Validité du règlement

Le conseil de la municipalité de L'Ascension décrète le présent règlement dans son ensemble et également partie par partie, chapitre par chapitre, article par article, alinéa par alinéa, paragraphe par paragraphe et sous-paragraphe par sous-paragraphe de manière à ce que si un chapitre, un article, un alinéa un paragraphe ou un sous-paragraphe de ce règlement était ou devait être déclaré nul par la Cour ou autre instance, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer.

1.7 Respect des règlements

La délivrance d'un permis ou d'un certificat, l'approbation des plans et devis ainsi que les inspections effectuées par l'inspecteur en bâtiments et en environnement ou le fonctionnaire désigné ou par son représentant dument mandaté ne libèrent aucunement le propriétaire ou le requérant de se conformer aux exigences du présent règlement ou de tout autre règlement applicable. Aucun article du présent règlement ne peut avoir pour effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi ou d'un règlement du Canada ou du Québec.

R.2021-531, a.3.1

Chapitre 2

2 Dispositions interprétatives

2.1 Interprétation du texte

Les titres contenus dans le présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte proprement dit et les titres, le texte prévaut.

L'emploi du verbe au présent inclut le futur.

Le singulier comprend le pluriel et vice versa, à moins que le sens n'indique clairement qu'il ne peut logiquement en être question.

Le genre masculin comprend le genre féminin à moins que le contexte n'indique le contraire.

Avec l'emploi du mot « doit » ou « sera » l'obligation est absolue. Le mot « peut » conserve un sens facultatif.

2.2 Unité de mesure

Toutes les dimensions, mesures et superficies mentionnées sont en référence avec le système international d'unité (S.I.). Une correspondance au système anglais peut apparaître entre parenthèses. Cependant, les mesures métriques du système international ont préséance sur le système anglais.

2.3 Tableaux

Les tableaux, diagrammes, croquis, symboles, graphiques et toute forme d'expression autre que les textes proprement dits contenus dans ce règlement en font partie intégrante à toutes fins que de droit. En cas de contradiction avec le texte du règlement, c'est le texte qui prévaut.

2.4 Plan de zonage

Le plan de zonage mentionné apparaissant à l'annexe 1 du règlement numéro 2000-248 relatif au zonage fait partie intégrante du présent règlement.

2.5 Zones inondables

La carte illustrant les zones exposées aux inondations et apparaissant à l'annexe 3 du règlement numéro 2000-248 relatif au zonage font partie intégrante du présent règlement.

R-2010-441, a. 2

2.6 Définitions

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente ou qu'il n'en soit précisé autrement, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent article.

Abri d'auto:

Construction reliée à un bâtiment, formée d'un toit appuyé sur des piliers, ouverte sur deux côtés dans une proportion d'au moins 50 % de la superficie, la troisième étant l'accès. Les ouvertures peuvent être fermées par un treillis. L'abri d'auto est destiné à abriter un ou plusieurs véhicules automobiles.

Si la construction est fermée sur plus de 50 % de la superficie des 2 côtés visés dans le premier paragraphe et/ou s'il y a une porte d'entrée d'automobile, l'abri est considéré comme étant un garage privé aux fins du présent règlement.

Abri forestier:

Bâtiment rudimentaire servant d'abri en milieu boisé non pourvu de toilette intérieure ou d'eau sous pression. Comprend les refuges et les relais récréatifs sur les terres privées.

Agrandissement:

Travaux ayant pour but d'augmenter la superficie de plancher ou le volume d'un bâtiment.

Agriculture:

La culture du sol et des végétaux, le fait de laisser le sol sous couvert végétal ou de l'utiliser à des fins sylvicoles, l'élevage des animaux et, à ces fins, la confection, la construction ou l'utilisation de travaux, ouvrages ou bâtiments, à l'exception des résidences.

Aire d'alimentation extérieure:

Une aire à l'extérieur d'un bâtiment où sont gardés périodiquement ou de manière continue, des animaux et où ils sont nourris au moyen d'aliments provenant uniquement de l'extérieur de cette aire.

Aire de stationnement:

Voie de circulation composée d'un accès, d'allées et de cases destinée à servir au stationnement d'un ou plusieurs véhicules automobiles.

Allée véhiculaire:

Allée joignant un chemin à un bâtiment principal. Celui-ci ne doit se trouver que sur un seul terrain et ne peut desservir qu'un seul terrain.

Attique :

Petit étage terminal d'une construction, placé au-dessus d'une corniche ou d'une frise importante.

R-2010-441, a. 3.1

Auberge: (gîte touristique)

Petit établissement hôtelier offrant le gîte et le couvert.

Avant-toit:

Partie inférieure d'un toit qui fait saillie au-delà de la surface d'un mur.

Balcon:

Plate-forme en saillie sur les murs d'un bâtiment ou supportée par des poteaux ou des consoles, non accessible par un escalier extérieur, généralement entourée d'une balustrade ou d'un garde-fou et pouvant être protégée par une toiture.

Bande de protection riveraine: (*voir rive*)

Bassin d'eau

Étendue d'eau créée artificiellement ayant une superficie maximale de 15 mètres carrés. Les étendues d'eau créées artificiellement ayant une superficie supérieure à 15 mètres carrés sont considérées comme des lacs artificiels.

Bâtiment:

Toute construction comprenant un toit et des murs et utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses.

Bâtiment accessoire:

Bâtiment dont l'utilisation est ordinairement accessoire et subordonnée à l'utilisation du bâtiment principal ou de l'usage principal. Un bâtiment accessoire ne peut pas servir à loger des personnes de façon permanente ou non, à l'exception des bâtiments accessoires liés à un établissement agricole ou à l'exploitation primaire des ressources naturelles.

Bâtiment annexe (bâtiment attenant):

Bâtiment complémentaire au bâtiment principal et faisant corps avec celui-ci.

Bâtiment complémentaire (*voir bâtiment accessoire*)

Bâtiment dérogatoire :

Un bâtiment est dérogatoire lorsque ses dimensions, sa localisation, sa finition, son mode de construction ou tout autre élément n'est pas conforme à une ou plusieurs dispositions des règlements d'urbanisme antérieurs ou aux règlements d'urbanisme en vigueur ainsi qu'à tout amendement subséquent relatif à tout objet autre que les usages.

Bâtiment principal:

Bâtiment dans lequel s'exerce l'utilisation ou les utilisations principales du terrain sur lequel ledit bâtiment est édifié.

Bâtiment temporaire:

Bâtiment à caractère passager, destiné à des fins spéciales et pour une période de temps préétablie.

Berge: *(voir rive)*

Cabanon:

Petit bâtiment utilisé à des fins accessoires à l'usage principal, tel le remisage d'outils, de matériaux, d'articles de jardinage, d'accessoires de piscines et d'entretien du terrain. Peut également servir à remiser un ou des véhicules tout terrain et une ou des motoneiges.

Tout cabanon aménagé de façon à permettre le remisage des véhicules automobiles doit être considéré comme un garage privé.

Chalet :

Bâtiment principal utilisé à des fins récréatives de façon non continue. Peut-être une résidence saisonnière.

Camping:

Terrain ou partie d'un terrain aménagé pour la pratique du camping.

Camp forestier:

Ensemble d'installations temporaires ainsi que leurs dépendances que l'entrepreneur forestier organise pour loger des travailleurs à son emploi lors des travaux forestiers sur les terres du domaine public.

Caravane: *(voir roulotte)*

Carrière:

Endroit d'où l'on extrait, à ciel ouvert des substances minérales consolidées, à des fins commerciales ou industrielles, pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, digues ou barrages, à l'exception des travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'un usage autorisé.

Case de stationnement:

Espace réservé au stationnement d'un véhicule automobile.

Cave :

Partie d'un bâtiment située sous le rez-de-chaussée et dont la moitié ou plus de la hauteur mesurée du plancher au plafond est en dessous du niveau moyen du sol adjacent.

Chemin: *(voir rue)*

Chenil :

Lieu où sont logés plus de 3 chiens adultes.

Chien adulte :

Un chien étant âgé de 8 mois et plus.

Clôture:

Construction autre qu'un mur ou un muret servant à obstruer le passage ou à clore un espace.

Conjoint de fait :

Pour être considéré comme étant conjoint de fait, un couple doit demeurer ensemble depuis plus d'un an ou encore avoir un enfant ensemble.

Conseil:

Désigne le conseil de la municipalité de L'Ascension.

Construction:

Signifie tout ce qui est édifié, érigé, assemblé ou construit dont l'utilisation exige un emplacement sur le sol ou joint à quelque chose exigeant un emplacement sur le sol.

Construction accessoire:

Construction dont l'utilisation est ordinairement accessoire (ou complémentaire) et subordonnée à l'utilisation du bâtiment principal ou de l'usage principal. Une construction accessoire ne peut pas servir à loger des personnes de façon permanente ou non, à l'exception des constructions accessoires liées à un établissement agricole ou à l'exploitation des ressources naturelles.

Construction dérogatoire :

Une construction est dérogatoire lorsque ses dimensions, sa localisation, sa finition, son mode de construction ou tout autre élément n'est pas conforme à une ou plusieurs dispositions des règlements d'urbanisme antérieurs ou aux règlements d'urbanisme en vigueur ainsi qu'à tout amendement subséquent relatif à tout objet autre que les usages.

Construction temporaire:

Construction à caractère passager destinée à des fins spéciales et pour une période de temps préétablie.

Coupe d'assainissement:

Une coupe d'assainissement consiste en l'abattage ou la récolte d'arbres déficients, tarés, dépérissants, endommagés ou morts dans un peuplement d'arbres.

Coupe totale:

L'abattage ou la récolte dans un peuplement d'arbres de plus de 75 % des tiges mesurant 15 cm et plus de diamètre à la souche, et ce, par parcelle d'un hectare.

Cour arrière: *(voir croquis illustrant les cours sur les pages suivantes)*

Espace à ciel ouvert compris entre la ligne arrière, les lignes latérales et le mur arrière du bâtiment principal et les prolongements réels ou imaginaires dudit mur arrière.

Sur un terrain d'angle, la cour arrière est l'espace à ciel ouvert compris entre la cour avant, la ligne arrière, la ligne latérale et le mur arrière du bâtiment et son prolongement imaginaire vers la ligne latérale.

Lorsqu'il s'agit d'un terrain transversal ou d'un terrain d'angle transversal, il n'y a pas de cour arrière.

Cour avant: *(voir croquis illustrant les cours sur les pages suivantes)*

Espace à ciel ouvert d'un terrain s'étendant entre la ligne avant et le mur avant d'un bâtiment principal et le prolongement imaginaire de ce mur vers les lignes latérales.

Lorsqu'il s'agit d'un terrain d'angle la cour avant est un espace à ciel ouvert s'étendant entre les lignes avant et les murs avant du bâtiment principal et le prolongement imaginaire de ces murs vers, d'une part, la ligne latérale et, d'autre part, vers la ligne arrière.

Lorsqu'il s'agit d'un terrain d'angle transversal, la cour avant est un espace à ciel ouvert s'étendant entre les lignes avant et les murs avant du bâtiment principal et le prolongement imaginaire de deux de ces murs vers la ligne latérale.

Lorsqu'il s'agit d'un terrain transversal, il y a deux cours avant.

Lorsque le bâtiment principal n'est pas parallèle à l'emprise de rue le prolongement imaginaire des murs doit se faire parallèlement à l'emprise de la rue.

Cour intérieure:

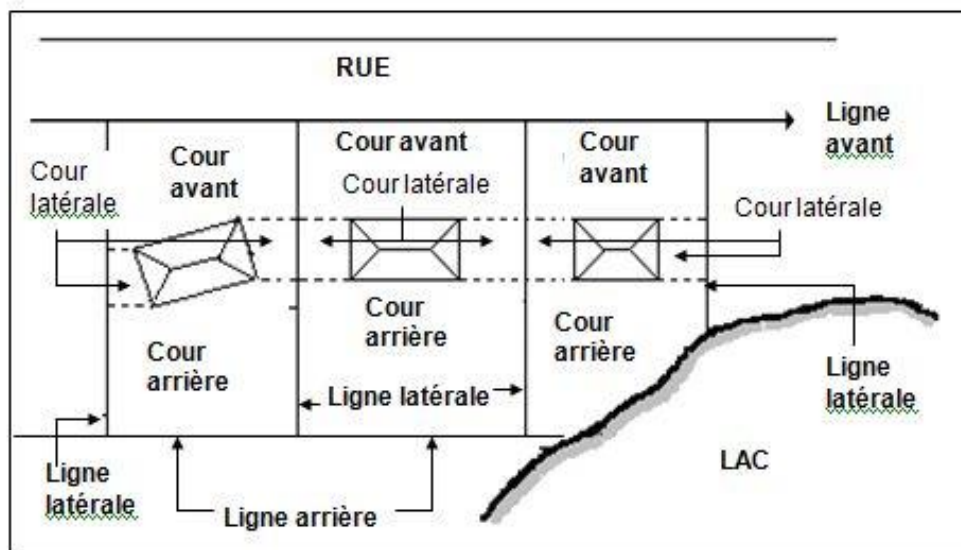
Espace à ciel ouvert d'un terrain ceinturé par quatre murs d'un bâtiment principal ou par trois murs d'un bâtiment principal et le prolongement imaginaire de deux de ces murs parallèlement au troisième.

Cour latérale: (voir croquis illustrant les cours sur les pages suivantes)

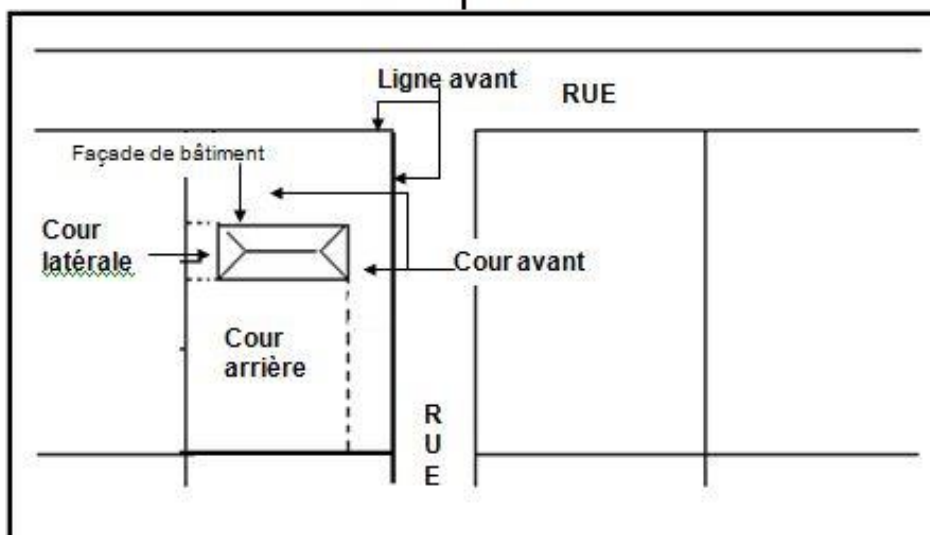
Espace à ciel ouvert, situé entre le mur latéral du bâtiment et la ligne latérale du terrain, entre la cour avant et la cour arrière.

Croquis illustrant les cours

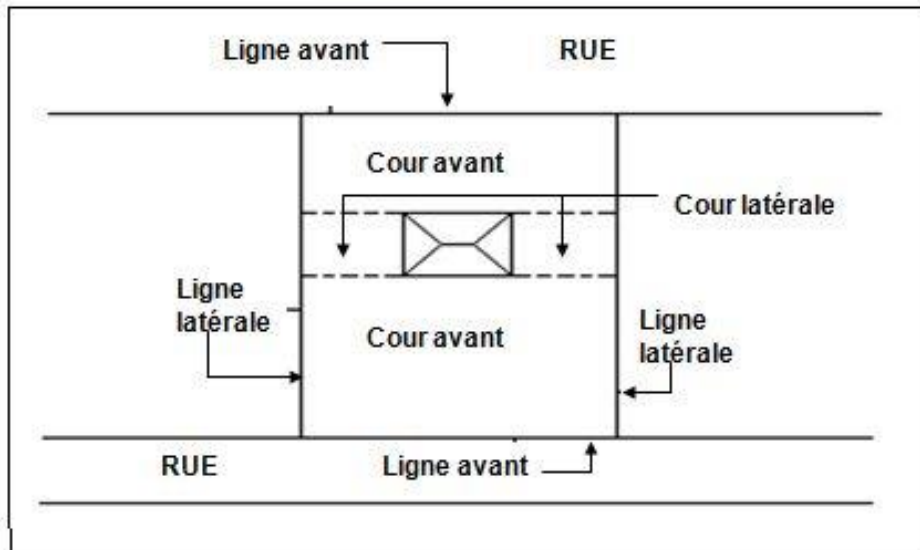
TERRAIN INTÉRIEUR



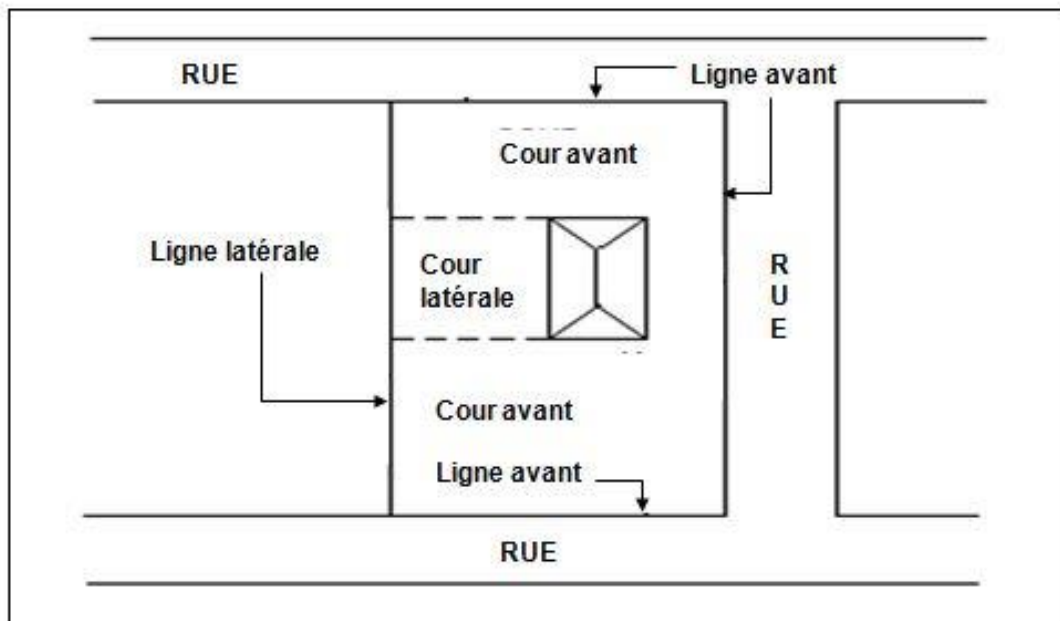
TERRAIN D'ANGLE



TERRAIN TRANSVERSAL



TERRAIN D'ANGLE TRANSVERSAL



Cours d'eau:

Les cours d'eau à débit régulier ou intermittent sauf les fossés définis ci-après. En milieu forestier public, les cours d'eau visés sont ceux définis par la réglementation sur les normes d'intervention édictées en vertu de la Loi sur les forêts.

R-2007-408, a. 2.1

Cours d'eau intermittent :

Cours d'eau dont le débit d'écoulement n'est pas toujours continu douze (12) mois par année et dont le lit peut être complètement asséché à certaines périodes.

R-2007-408, a. 2.1

Cour de récupération:

Endroit où l'on accumule des véhicules, de la ferraille ou des objets quelconques en état de servir ou non, destinés ou non à être démolis ou vendus en pièces détachées ou en entier.

Déblai:

Opération par laquelle on creuse, on remue, on déplace ou on transporte la terre; signifie également: travaux destinés à modifier la forme naturelle du terrain.

Desservi :

Désigne un terrain raccordé aux services publics ou privés d'aqueduc ou d'égout.

Desservi (non) :

Désigne un terrain qui n'est pas raccordé aux services publics ou privés d'aqueduc ou d'égout.

Desservi (partiellement) :

Désigne un terrain raccordé à un service public ou privé d'aqueduc ou d'égout.

Diamètre à la souche (D.H.S.):

Diamètre moyen de la section du tronc d'un arbre mesuré sur la souche à 30 centimètres du sol ou immédiatement au-dessus d'une excroissance de la tige, le cas échéant.

Écran-tampon :

Un écran-tampon est une bande de terrain sous couvert végétal qui forme un écran entre deux usages ou deux éléments qui ne sont pas automatiquement compatibles entre eux.

Un écran-tampon est également une bande de terrain sous couvert végétal qui forme un écran devant un usage ou un élément qui peut être une source de contrainte.

Édicule public :

Bâtiment ouvert sur 4 côtés recouvrant une enseigne ou un tableau dédié à donner des informations de nature publique ou communautaire.

Emprise:

Corridor qui sert à des fins de voies de circulation.

Engrais de ferme:

Comprend le fumier, le lisier et le purin.

Enseigne:

Tout écrit (lettres, mots, chiffres), toute représentation picturale (dessin, gravure, photo, illustration ou image), tout emblème (devise, symbole ou marque de commerce) ou tout autre objet ou moyen semblable qui répond aux conditions suivantes:

- est une construction ou une partie d'une construction, ou qui y est attachée, ou qui y est peinte, ou qui est représentée de quelque manière que ce soit sur un bâtiment ou une vitrine ou un auvent ou une construction ou sur un terrain; ceci incluant les bannières, les banderoles et objets gonflés;
- est utilisé pour avertir, informer, annoncer, faire de la réclame, de la publicité ou autres motifs semblables;

Cette définition n'inclut pas les écrits, les représentations picturales, les emblèmes ou les drapeaux situés à l'intérieur d'une vitrine ou d'une montre. Les sculptures ainsi que les monuments commémoratifs ne sont pas considérés comme une forme de publicité. De plus, cette définition exclut les enseignes de style «chemin privé», «terrain privé», «défense de chasser».

Enseigne (aire d'une enseigne):

Surface délimitée par une ligne continue réelle ou imaginaire entourant les limites extrêmes d'une enseigne, incluant toute matière servant à dégager cette enseigne d'un arrière-plan mais à l'exclusion des montants.

Enseigne (hauteur d'une enseigne):

La hauteur d'une enseigne est la distance verticale entre le point le plus élevé de l'enseigne incluant la structure servant de support, et le niveau moyen du sol.

Enseigne à éclat lumineux:

Une enseigne lumineuse, fixe ou rotative, sur laquelle l'intensité de la lumière artificielle et la couleur ne sont pas maintenues constantes et/ou la ou les source(s) lumineuse(s) ne sont pas maintenue(s) stationnaire(s).

Enseigne pour les établissements commerciaux, institutionnels et industriels:

Une enseigne attirant l'attention sur une entreprise, une profession, un produit, un service ou un divertissement, offert ou vendu sur le même terrain que celui où elle est placée.

Enseigne directionnelle:

Une enseigne qui indique l'adresse et la direction à suivre pour atteindre un établissement commercial local.

Enseigne illuminée par réflexion:

Une enseigne dont l'illumination provient entièrement d'une source de lumière artificielle, reliée ou non reliée à celle-ci.

Enseigne lumineuse:

Une enseigne conçue pour émettre une lumière artificielle, soit directement, soit par transparence ou par translucidité.

Enseigne projetante:

Une enseigne qui, de quelque façon que ce soit, est fixée à une partie d'un bâtiment et qui forme un angle droit avec le mur de ce bâtiment.

Entreposage extérieur:

Activité qui consiste à entreposer à des fins de vente ou de dépôts industriels, commerciaux ou privés, un produit ou des marchandises diverses à l'extérieur d'un bâtiment.

Espace de chargement:

Espace hors rue sur le même terrain qu'un bâtiment ou contiguë à un bâtiment, réservé au stationnement temporaire d'un véhicule commercial pendant le chargement ou le déchargement des marchandises ou matériaux.

Essences forestières commerciales :

Abrogé

2007, R-2007-408, a. 2.2

Établissement:

Lieu qui sert à l'exploitation d'une activité commerciale, industrielle ou autre. Il se retrouve dans un ou une partie d'un bâtiment.

Établissement hôtelier:

Établissement où la principale activité est l'hébergement d'une clientèle de passage et de court séjour avec ou sans service spécialisé, tels que les hôtels, les motels, les gîtes touristiques, etc. Ne comprend pas les terrains de camping.

Établissement d'élevage:

Un bâtiment ou une cour d'exercice destiné à l'élevage d'animaux.

Étage:

Partie d'un bâtiment délimitée par la face supérieure d'un plancher et celle du plancher situé immédiatement au-dessus ou, en son absence, par le plafond au-dessus. Un sous-sol n'est pas considéré comme étant un étage.

Étage; premier:

Étage le plus élevé dont le niveau se trouve à 2 mètres au plus au-dessus du niveau moyen du sol.

Exploitation agricole:

Exploitation s'adonnant à la culture du sol et des végétaux ou à l'élevage, en vue de la production de récoltes devant être transformée sur la ferme ou vendue en nature.

Extraction:

Activité consistant en le retrait, à ciel ouvert ou souterrain, des matières minérales du site où elles sont enfouies. Sont incluses les mines, carrières, gravières, sablières et tourbières et les établissements de prélèvement d'eau souterraine à des fins commerciales.

R-2016-484, a.3.1

Façade principale du bâtiment:

La partie du bâtiment qui fait face à la rue, dans le cas de lots intérieurs; ou celle qui contient l'entrée principale dans le cas de terrains d'angle ou de terrains transversaux.

Fenêtre verte :

Ouverture créée à travers un écran de verdure par émondage ou élagage des arbres et arbustes.

Fondation:

Ensemble des éléments de fondation qui transmettent les charges d'un bâtiment à la roche ou au sol sur lequel il s'appuie.

Fossé:

Un fossé est une petite dépression en long creusée dans le sol, servant à l'écoulement des eaux de surface des terrains avoisinants, soit les fossés de chemin, les fossés de ligne qui n'égouttent que les terrains adjacents ainsi que les fossés ne servant à drainer qu'un seul terrain.

Gabions:

Contenants rectangulaires faits de treillis métallique et qui, une fois remplis de pierres, constituent de grands blocs flexibles et perméables.

Galerie:

Plate-forme en saillie sur les murs d'un bâtiment ou supportée par des poteaux ou des consoles, accessible par un escalier extérieur, généralement entourée d'une balustrade ou d'un garde-fou et pouvant être protégée par une toiture. Une galerie n'est pas une terrasse.

Garage privé:

Tout bâtiment ou partie d'un bâtiment dans lequel un ou plusieurs véhicules automobiles peuvent être remisés ou stationnés et ayant une ou des portes permettant l'accès à une ou des automobiles. Il ne peut servir au stationnement ou au remisage d'un véhicule lourd ou à une fin commerciale, à moins de respecter les dispositions de l'article 7.13 à 7.13.2 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage.

Gestion liquide:

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

R-2003-379, a. 2

Gestion solide:

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieure à 85% à la sortie du bâtiment.

R-2003-379, a. 2

Gîte touristique;

Établissements d'hébergement exploités par une personne dans son domicile et qui offrent au public un maximum de cinq (5) chambres et le petit-déjeuner servi sur place.

Gravière: *(voir sablière)*

Grille de spécification :

La grille de spécification en vigueur est celle apparaissant à l'annexe 2 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage.

Habitation: *(voir résidence)*

Haie:

Clôture d'arbustes, d'épines ou de branchages et servant à limiter ou à protéger un espace.

Hauteur d'un bâtiment: *(en étage):*

Nombre d'étages compris entre le plancher du premier étage et le toit.

Immeuble protégé:

- a) un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;
- b) une place publique ou une marina;
- c) le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la Loi sur la santé et les services sociaux (L.Q., c.S-4.2);
- d) un terrain de camping;
- e) les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature;
- f) le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;
- g) un temple religieux;
- h) un théâtre d'été;
- i) un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;
- j) un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur de permis d'exploitation à l'année.

2003, R-2003-379, a.2

Immunisation:

Modifications ou altérations apportées aux ouvrages existants ainsi que la conception, la méthode d'édification ou l'emplacement prévu pour les nouveaux ouvrages en vue de prévenir l'endommagement de ces ouvrages par une inondation d'ampleur déterminée.

Inspecteur en bâtiments:

Fonctionnaire désigné par le conseil municipal pour administrer et faire appliquer le présent règlement à l'exception des dispositions relatives à l'exploitation forestière. L'expression « inspecteur en bâtiments » comprend également les inspecteurs adjoints.

Inspecteur régional:

Fonctionnaire ou employé désigné par le conseil de la MRC d'Antoine-Labelle pour administrer et faire appliquer les dispositions relatives à l'exploitation forestière du présent règlement. L'expression, inspecteur régional, comprend les inspecteurs régionaux adjoints.

Installation d'élevage:

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

R-2003-379, a.2

Lac:

Nappe d'eau douce entourée de terre généralement pourvue d'un exutoire ou un élargissement d'un cours d'eau entraînant le dépôt de sédiments.

Lac artificiel:

Étendue d'eau créée artificiellement ayant une superficie supérieure à quinze (15) mètres carrés. Une étendue d'eau créée artificiellement ayant quinze (15) mètres carrés et moins est considérée comme étant un bassin d'eau.

Lien d'alliance :

Lien existant entre deux personnes par le biais du mariage ou par biais d'être un conjoint de fait.

Ligne de terrain:

Ligne de division entre un terrain et celui contigu ou la ligne de rue.

Ligne avant d'un terrain ou ligne de rue: *(voir croquis illustrant les cours)*

Ligne de séparation entre un terrain et l'emprise d'une rue. Lorsqu'un terrain est enclavé, la ligne avant correspond à la ligne la plus rapprochée séparant ce terrain à un autre de l'emprise de la rue.

Ligne arrière de terrain: *(voir croquis illustrant les cours)*

Ligne séparant un terrain d'un autre sans être une ligne avant ni une ligne latérale. Dans le cas d'un terrain d'angle, c'est la ligne opposée à la ligne avant où se trouve la façade du bâtiment.

Ligne latérale d'un terrain: *(voir croquis illustrant les cours)*

Ligne séparant deux terrains et perpendiculaire ou sensiblement perpendiculaire à la ligne avant. Dans le cas d'un terrain d'angle, la ligne opposée à la ligne avant où se trouve la façade du bâtiment est considérée comme une ligne arrière.

Ligne des hautes eaux:

La ligne des hautes eaux est la ligne qui sert à délimiter le littoral et la rive des lacs et cours d'eau.

Cette ligne des hautes eaux se situe à la ligne naturelle des hautes eaux, c'est-à-dire:

- a) à l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres ou, s'il n'y a pas de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau.

Les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophytes incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses émergées caractéristiques des marais et marécages ouverts sur des plans d'eau.

En l'absence de végétation, la ligne des hautes eaux doit être délimitée sur un terrain naturel voisin et doit être reportée sur le terrain absent de végétation;

b) dans le cas où il y a un ouvrage de retenue des eaux, à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau située en amont. En l'absence d'une telle cote, la ligne des hautes eaux est celle qui s'est implantée suite à la réalisation de l'ouvrage;

c) dans le cas où il y a un mur de soutènement légalement érigé, à la ligne définie selon le paragraphe a) du 2^e alinéa, sur un terrain naturel voisin et reporté sur le terrain où est érigé ledit mur.

À défaut de pouvoir déterminer la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci doit être localisée, si l'information est disponible, à la limite des inondations de récurrence de 2 ans, laquelle est considérée équivalente à la ligne établie selon les critères botaniques définis au paragraphe a) du deuxième alinéa.

Littoral:

Le littoral est cette partie des lacs et cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne des hautes eaux vers le centre du plan d'eau.

Logement:

Une ou plusieurs pièces pourvues des commodités d'hygiène, de chauffage et/ou de cuisson et servant de résidence à une ou plusieurs personnes ou destiné à cette fin. Cela n'inclut pas les motels, hôtels et maisons de chambres, même ceux incluant les commodités susdites.

Lot:

Fonds de terre décrit par un numéro distinct sur un plan fait et déposé conformément à la Loi sur le cadastre (LRQ, chap. C-1) ou au Code civil.

Lot d'angle: *(voir terrain d'angle)*

Lot d'angle transversal: *(voir terrain d'angle transversal)*

Lot dérogatoire :

Un terrain ou un lot est dérogatoire lorsque sa superficie ou ses dimensions ne sont pas conformes à une ou plusieurs dispositions des règlements d'urbanisme antérieurs ou aux règlements d'urbanisme en vigueur ainsi qu'à tout amendement subséquent relatif à ces objets.

Lotissement:

Morcellement d'un espace en lots.

LPTAA:

Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

Magasin ou commerce :

Tout bâtiment ou partie de bâtiment dans lequel des effets ou marchandises sont vendus ou offerts directement en vente au public.

Maison d'habitation *(pour l'application des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs)*

Une maison d'habitation, d'une superficie d'au moins 21 mètres² qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant d'une personne morale qui est propriétaire ou exploitant de ces installations ou qui ne sert pas au logement d'un ou plusieurs de ses employés.

R-2003-379, a. 2

Maison mobile:

Habitation comportant un seul logement, ayant une largeur minimale de 3,5 mètres, une largeur maximale de 4,8 mètres et une longueur supérieure ou égale à 11 mètres, fabriquée à l'usine ou en atelier et conçue pour être déplacée par un véhicule automobile. Ne sont pas considérées comme une maison mobile, les maisons préfabriquées transportées et assemblées sur le terrain qui leur est destiné. Une maison mobile ne peut être utilisée pour un autre usage que résidentiel et ne peut être utilisée comme un bâtiment complémentaire ou accessoire ou comme un abri forestier.

Maison multigénérationnelle :

La maison multigénérationnelle permet l'aménagement d'un second logement pour les membres de la famille immédiate du propriétaire ou de l'occupant de la résidence unifamiliale dans les zones où seul est permis le logement unifamilial. Ce deuxième logement ne peut être affilié à un logement locatif.

Marché aux puces:

Étalage de marchandises pour la vente sise sur un terrain hors d'un bâtiment fait par un ou plusieurs marchands itinérants.

Marge de recul :

Distance établie par règlement, mesurée perpendiculairement en tout point aux limites d'un terrain.

Marge de recul arrière:

Distance minimale mesurée à partir de la ligne arrière d'un terrain.

Marge de recul avant:

Distance mesurée à partir de la ligne avant d'un terrain que la rue soit existante ou projetée.

Pour les terrains autres qu'intérieurs, les marges avant prescrites doivent être observées sur tous les côtés du terrain borné par une rue.

Marge de recul latérale:

Distance minimale mesurée à partir de la ou des lignes latérales d'un terrain.

Marquise:

Construction reliée ou non à un bâtiment, formée d'un toit, appuyée soit sur des piliers, soit en saillie du bâtiment et protégeant de la pluie et du soleil.

Marina:

Endroit pourvu de facilités permettant l'arrimage, l'entreposage, le service et la réparation de bateaux non destinés au transport des marchandises.

Métier d'art:

Loisir artistique dont quelques exemplaires peuvent occasionnellement être vendus.

Mirador :

Poste d'observation et de guet ou construction surélevée servant de poste de surveillance. Ne comprend pas les caches sommaires utilisées pour la chasse.

Modification:

Signifie tout changement, agrandissement ou transformation d'une construction ou tout changement dans son occupation ou son usage.

Mur aveugle :

Mur ne comportant aucune ouverture; aucune porte ou aucune fenêtre.

Mur avant:

Mur extérieur parallèle ou sensiblement parallèle à la ligne avant.

Mur arrière:

Mur extérieur parallèle ou sensiblement parallèle à la ligne arrière.

Mur de fondation:

Mur porteur, appuyé sur un empattement ou une semelle de fondation, et dont une partie est située en dessous du niveau du sol ou en contact avec celui-ci.

Mur de soutènement:

Ouvrage de maçonnerie ou bois ou autre matériel qui s'élève verticalement ou obliquement sur une certaine longueur et qui sert à enclore ou à supporter un talus.

Mur latéral:

Mur extérieur parallèle ou sensiblement parallèle à une ligne latérale.

Mur mitoyen:

Mur appartenant en commun à deux parties et utilisé en commun par ces deux parties, en vertu d'un accord ou par la loi, et érigés sur la limite de propriété séparant deux parcelles de terrain dont chacune est ou pourrait être considérée comme une parcelle cadastrale indépendante.

Muret:

Petit mur bas servant de séparation.

Niveau moyen du sol pour déterminer la hauteur de bâtiment:

Le plus bas des niveaux moyens définitifs du sol le long de chaque mur extérieur d'un bâtiment; calculé sans nécessairement tenir compte des dépressions localisées telles que les entrées pour les véhicules ou piétons.

Niveau moyen du sol pour déterminer la hauteur des ouvrages autre qu'un bâtiment:

Le plus bas des niveaux moyens définitifs du sol dans un rayon de 5 mètres de l'ouvrage à construire ou à installer; calculé sans nécessairement tenir compte des dépressions localisées.

Opération cadastrale:

Une division, une subdivision, une nouvelle subdivision, une redivision, une annulation, une correction, un ajouté ou un remplacement de numéro de lots fait en vertu de la Loi sur le cadastre (L.Q. chap. C-1) ou du Code civil du Québec.

Ouvrage:

Tout remblai, toute construction, toute structure, tout bâtiment de même que leur édification, leur modification ou leur agrandissement et comprend toute utilisation d'un fonds de terre.

Ouvrage dérogatoire :

Un ouvrage est dérogatoire lorsque ses dimensions, sa localisation, sa finition, son mode de construction ou tout autre élément n'est pas conforme à une ou plusieurs dispositions des règlements d'urbanisme antérieurs ou aux règlements d'urbanisme en vigueur ainsi qu'à tout amendement subséquent relatif à tout objet autre que les usages.

Panneau-réclame:

Enseigne attirant l'attention sur une entreprise, une profession, un service, un produit, un divertissement ou une activité menée, vendu ou offert sur un autre terrain que celui où elle est placée.

Patio: (voir galerie)

Pavillon écotouristique (Écolodge)

Les écolodges sont de petits établissements hôteliers qui respectent les prescriptions de l'écotourisme et desservent les gens qui pratiquent ce type de tourisme. Ceux-ci sont donc conçus:

- Pour s'harmoniser au cadre naturel environnant;
- En utilisant des matériaux recyclés ou typiques de la région;
- En utilisant et afin d'utiliser des formes alternatives d'énergie;
- Pour offrir une forme d'éducation environnementale;
- Pour permettre le recyclage ou la disposition écologique des déchets et des eaux usées.

Plan-projet de lotissement :

Esquisse de ce qu'entend lotir le requérant et qui localise l'emplacement du lot complet à l'intérieur du territoire de la municipalité.

Pente:

Rapport entre la projection verticale d'une inclinaison et sa projection horizontale.

Perré:

Enrochement aménagé en bordure d'un lac ou d'un cours d'eau et servant à protéger un talus contre l'action des courants, des vagues et des glaces.

Perron:

Plate-forme basse en saillie sur les murs d'un bâtiment ou supportée par des poteaux ou des consoles, généralement non entourée d'une balustrade ou d'un garde-fou et pouvant être protégée par une toiture.

Personne:

Toute personne physique ou morale.

Peuplement A :

Abrogé

R-2007-408, a. 2.2

Peuplement B:

Abrogé

R-2007-408, a. 2.2

Peuplement C:

Abrogé

R-2007-408, a. 2.2

Peuplement dégradé (volume):

Abrogé

R-2007-408, a. 2.2

Piscine:

Construction préfabriquée ou construite sur place, conçue pour la natation, la baignade ou tout autre divertissement aquatique et ayant au moins un 1 mètre de profondeur. Une piscine est dite hors terre lorsque les parois excèdent d'au moins un 1 mètre le niveau moyen du sol sur tout son périmètre. Une piscine est dite creusée lorsque ses parois sont entièrement ou partiellement encavées dans le sol.

Plan d'eau :

Tout type de cours d'eau, lac ou étendue d'eau.

Plan de zonage :

Le plan de zonage en vigueur est celui apparaissant à l'annexe 1 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage.

Plate-forme:

Forme de galerie spécifiquement destinée à une piscine creusée ou hors terre.

Poste d'essence:

Tout immeuble, terrain ou bâtiment utilisé pour la vente au détail de produits destinés au ravitaillement et au fonctionnement des véhicules moteurs. Le terme « poste d'essence » inclut les gaz-bars, les libres services et les stations-service.

Pouvoirie concessionnaire:

Pouvoirie qui détient des droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage sur un territoire concédé par le gouvernement du Québec.

Pouvoirie permissionnaire:

Pouvoirie qui ne détient pas des droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage sur un territoire concédé par le gouvernement du Québec à l'exception d'un droit concédé sur un lac de moins de 20 hectares (petit lac aménagé).

Projet intégré d'habitation: (*condo*)

Désigne la construction, sur un même terrain, d'un ensemble immobilier résidentiel où chaque bâtiment principal contient une ou plusieurs unités d'habitation. Le terrain sur lequel sont construits ces bâtiments doit obligatoirement demeurer partie commune à l'ensemble des unités d'habitations à l'exception de la partie dudit terrain situé immédiatement en dessous d'un tel bâtiment dont l'identification est nécessaire pour l'aliénation d'une partie de ce dernier.

Propriété foncière:

Lot ou partie de lot individuel, ou ensemble de lots ou parties de lots contigus ou qui seraient contigus s'ils n'étaient pas séparés de la première partie résiduelle par un chemin, emprise d'utilité publique dont le fond de terrain appartient à un même propriétaire.

Refuge : (voir abri forestier)

Règlement d'urbanisme:

Désigne tout règlement adopté par la municipalité en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LRQ, chap. A-19.1) et à ses amendements futurs.

Relais récréatif : (voir abri forestier)

Remblai:

Sol, roche, débris de matériaux de construction et de déchet industriels tels que scories et matériaux organiques, ou combinaison de ces matériaux rapportés à la surface naturelle du sol, de la roche ou du terrain organique; peut être compacté ou non.

Remise: (voir cabanon)

Réparation: (rénovation)

Travaux de réfection, de renouvellement ou de consolidation de moins de 500\$ effectués sur une partie existante d'un bâtiment, d'une construction ou d'un ouvrage. Ne s'applique pas à la peinture et aux menus travaux d'entretien nécessaires au bon maintien d'un bâtiment.

Représentation picturale: (voir définition des Enseignes)

Réseau d'aqueduc et/ou d'égout:

Désigne un réseau d'aqueduc ou d'égout sanitaire exploité conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (LRQ, Chap. Q-2) et à ses règlements.

Résidence:

Bâtiment ou une partie de bâtiment destiné exclusivement à l'occupation domiciliaire d'une ou de plusieurs personnes, mais ne comprend pas une maison de pension, une maison de chambre ou un hôtel.

Résidence bifamiliale superposée ou contiguë:

Bâtiment comportant deux logements situés côte à côte ou superposés avec entrées séparées ou communes, bâti sur un terrain et dégagé de tout autre bâtiment. Ce bâtiment a une seule entrée d'eau et un seul élément épurateur. Il constitue, au sens du présent règlement, un seul bâtiment principal.

Résidence multifamiliale:

Bâtiment de trois logements ou plus réparti sur deux étages, le nombre de logements maximal permis est celui déterminé à la grille des spécifications. Les maisons de chambres et les maisons de pension ne font pas partie de cette catégorie.

Résidence unifamiliale isolée:

Bâtiment érigé sur un terrain, dégagé de tout autre bâtiment et destiné à abriter un seul logement.

Résidence unifamiliale jumelée:

Bâtiment distinct utilisé pour l'établissement de deux résidences unifamiliales réunies entre elles par un mur mitoyen. Chaque résidence constitue un bâtiment principal distinct au sens du présent règlement.

Résidence unifamiliale en rangée:

Bâtiment distinct utilisé pour l'établissement de plusieurs résidences unifamiliales réunies entre elles par un ou deux murs mitoyens. Chaque résidence constitue un bâtiment principal au sens du présent règlement.

Résidence saisonnière :

Habitation utilisée pour une durée saisonnière.

Résidence pour personnes âgées:

Résidence, de quelque type que ce soit, spécialement conçue dans le dessein d'assurer aux personnes âgées les éléments de vie à la mesure de leurs besoins.

Rive (ou bande de protection riveraine):

La rive est une bande de terre qui borde les lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement.

La rive a un minimum de dix (10) mètres:

- lorsque la pente est inférieure à 30 %, ou
- lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de moins de cinq mètres de hauteur.

La rive a un minimum de quinze (15) mètres:

- lorsque la pente est continue et supérieure à 30 %, ou
- lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de plus de cinq mètres de hauteur.

Roulotte: (caravane)

Véhicule sis sur un châssis ayant une largeur maximale de 2,59 mètres (8.5 pi) fabriqué à l'usine ou en atelier et transportable, qui offre des normes d'espace moindres que celles que prévoit le Code canadien pour la construction résidentielle, conçu pour s'autodéplacer ou être déplacé sur ses propres roues par un véhicule automobile et destiné à abriter les personnes lors d'un court séjour en un lieu (camping, caravaning, etc.). Une roulotte doit être conforme aux normes provinciales concernant les véhicules routiers. Sont considérées, comme une roulotte, les autocaravanes les autocaravanes séparables et les tentes-roulottes. Une roulotte n'est pas considérée comme un bâtiment.

Rue:

Terrain ou structure affectés à la circulation des véhicules automobiles. Le terme « rue » inclut tout chemin, route, rang ou ruelle, qu'ils soient de nature privée ou publique, à moins de spécifications contraires.

Rue principale:

Rue dont l'utilisation sert principalement à se rendre à un endroit autre que les propriétés qui la bordent.

Rue secondaire:

Rue dont l'utilisation sert principalement à donner accès aux propriétés qui la bordent.

Rue privée:

Rue dont le fond de terre n'appartenant pas à la municipalité ou au gouvernement provincial ou fédéral.

Rue privée existante:

Toute voie de circulation existante le 19 novembre 1990 et qui dessert au moins deux (2) terrains occupés par un bâtiment principal résidentiel existant le 19 novembre 1990. Les droits reconnus à cette rue s'arrêtent à l'entrée véhiculaire qui dessert le dernier bâtiment principal situé en bordure de cette rue.

Toute rue privée qui ne se conforme pas au paragraphe précédent ne peut bénéficier de droits acquis.

Rue publique:

Voie de circulation dont le fond de terre appartient à la municipalité ou au gouvernement provincial ou fédéral.

Sablère (ou gravière):

Tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales non consolidées à partir d'un dépôt naturel, y compris du sable ou du gravier, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, digues ou barrage à l'exception des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise où les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou de stationnement.

Saillie:

Toute partie d'un bâtiment qui est en relief avec la surface d'un mur.

Second logement :

Dans le cas des maisons multigénérationnelles, le second logement est le logement supplémentaire intégré au bâtiment principal et destiné aux personnes énumérées à l'article 4.13.1 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage.

Sous-sol

Un ou plusieurs étages d'un bâtiment situé au-dessous du premier étage.

Stationnement:

Voie de circulation intérieure ou extérieure au sein de laquelle sont aménagées des cases individuelles et des allées d'accès, de dégagement ou de circulation.

Structure:

Ensemble des éléments d'une construction composé des fondations et de l'ossature et qui assure la transmission des diverses charges à cette dernière ainsi que son maintien en place.

Superficie au sol d'un bâtiment: (superficie d'implantation)

Signifie la superficie extérieure maximale de la projection horizontale d'un bâtiment sur le sol, y compris les verrières, les caves et les sous-sols, à l'exclusion des terrasses, des vérandas, des patios, des galeries, des marches, des corniches, des escaliers extérieurs, des rampes extérieures et des plates-formes de chargement à ciel ouvert. La superficie au sol d'un bâtiment comprend les puits d'aération et d'éclairage sauf les cours intérieures.

Superficie bâissable:

Partie de la surface totale d'un lot ou d'un terrain, une fois soustrait les espaces prescrits pour les marges de recul obligatoires et autres prescriptions semblables.

Superficie de plancher:

Sur tous les étages d'un bâtiment, surface délimitée par les murs extérieurs et les murs coupe-feu et comprenant la surface occupée par les murs extérieurs et les cloisons mais non celles des issues et des vides techniques verticaux qui traversent l'étage.

Table du terroir :

Table d'hôte offerte dans une résidence qui met en valeur majoritairement les produits de la ferme ou du terroir. Une table du terroir peut également être une table champêtre ou une table gourmande.

R-2016-484, a.3.2

Talus :

Terrain en pente égale ou supérieure à cinq (5) mètres de hauteur dont l'inclinaison moyenne est égale ou supérieure à 14 degrés (25 %).

R-2005-394, a. 2.2

Terrain:

Tout espace de terre continu, servant ou pouvant servir à un usage ou bâtiment principal. Un terrain est composé d'un ou plusieurs lots ou parties de lots qui sont contigus entre eux.

Terrain; largeur de:

Distance mesurée à angle droit entre les lignes latérales d'un terrain si ces lignes sont parallèles, ou la distance moyenne entre ces lignes si elles ne sont pas parallèles. Pour les terrains d'angle et les terrains d'angle transversal, la distance à considérer est celle située entre la ligne latérale et la ligne avant qui lui est opposée. Pour les terrains d'angle transversal, la distance à considérer est celle située entre les deux lignes de terrain perpendiculaires ou sensiblement perpendiculaires à la façade du bâtiment principal.

Terrain; profondeur de:

Distance mesurée à angle droit entre la ligne avant et la ligne arrière d'un terrain si ces lignes sont parallèles, ou, la distance moyenne entre ces lignes, si elles ne sont pas parallèles. Pour un terrain transversal, la distance à considérer est celle située entre les deux lignes avant. Pour les terrains d'angle transversal, la distance à considérer est celle perpendiculaire ou sensiblement perpendiculaire à la distance considérée pour déterminer la largeur du terrain.

Terrain d'angle: *(voir croquis, page suivante)*

Un terrain situé à l'intersection de deux rues ou un terrain dont une des lignes de rues forme un angle ou une courbe. Pour être considéré comme un terrain d'angle, l'angle intérieur du terrain au croisement des deux limites d'emprise doit mesurer moins de 125 degrés. Dans le cas d'une ligne courbe, l'angle qui doit être considéré est celui formé à l'intersection des deux tangentes à la ligne de rue, les points de tangence étant au point d'intersection de la ligne de rue et des lignes de terrain.

Terrain d'angle transversal: *(voir croquis, page suivante)*

Un terrain d'angle bordé par trois rues ou un terrain, dont une des lignes de rue forme deux angles intérieurs au terrain de moins de 125 degrés ou une courbe dont il est possible d'y définir trois tangentes formant deux angles intérieurs de moins de 125 degrés.

Terrain de camping:

Un terrain permettant un séjour nocturne ou à court terme aux roulottes et aux tentes de campeurs.

Terrain de camping pour les roulottes;

Terrain de camping permettant les roulottes sans exclure la présence des tentes.

Terrain de camping rustique

Un terrain de camping rustique permet l'installation de tentes ou de roulottes pour un minimum de 10 sites et un maximum de 25 sites non desservis par un réseau d'égout ou d'aqueduc.

R-2021-531, a.4.1

Terrain intérieur: (voir croquis, page suivante)

Terrain qui n'est pas un terrain d'angle, un terrain d'angle transversal ou un terrain transversal.

Terrain transversal: (voir croquis, page suivante)

Un terrain adjacent à deux rues qui ne forment pas une intersection aux limites dudit terrain.

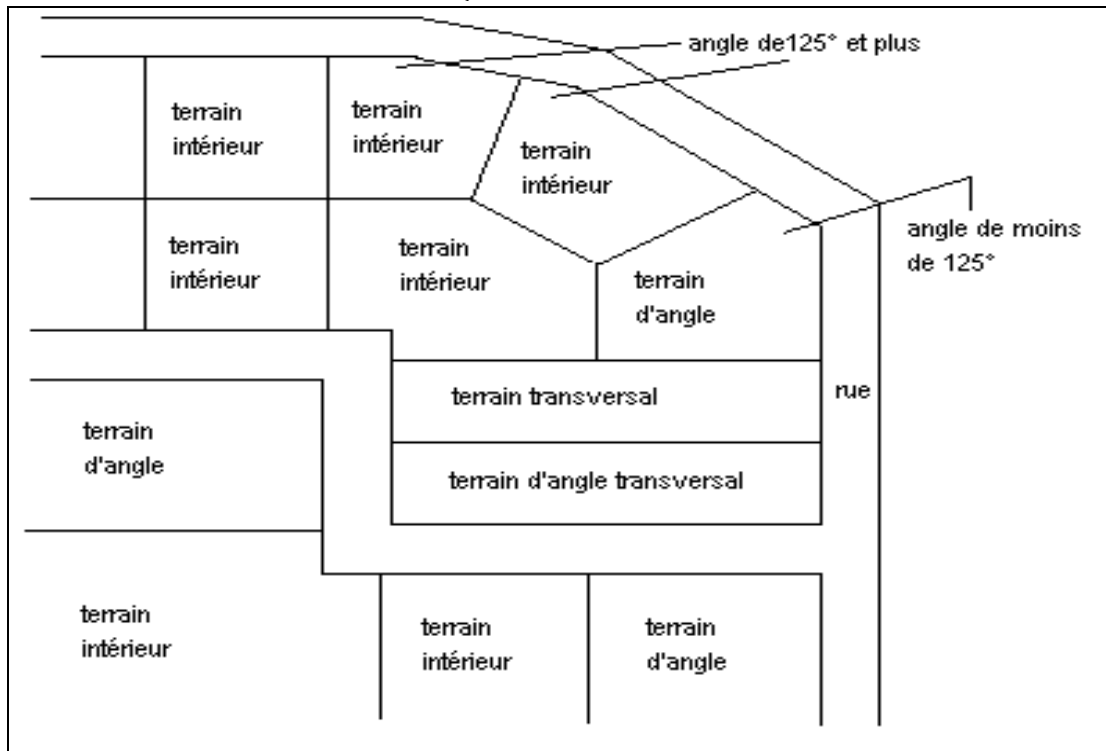
Terrasse:

Plate-forme extérieure utilisée en complément à un restaurant, bar, brasserie et autres établissements commerciaux où peuvent être disposées tables et chaises.

Transformation:

Opération qui consiste à apporter des modifications substantielles à un bâtiment.

CROQUIS ILLUSTRANT LES TERRAINS



Triangle de visibilité :

Le triangle de visibilité est délimité par les deux lignes d'emprise des rues qui bordent le terrain visé, ces lignes doivent mesurer six mètres de longueur à partir du point d'intersection, le troisième côté est une ligne droite qui réunit les extrémités des deux premières lignes.

Unité d'élevage :

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

R-2003-379, a. 2

Usage dérogatoire :

Un usage est dérogatoire lorsqu'il ne se conforme pas à une ou plusieurs dispositions des règlements d'urbanisme antérieurs ou aux règlements d'urbanisme en vigueur ainsi qu'à tout amendement subséquent relatif à l'usage permis dans la zone où il est exercé.

Usage principal :

Fin principale pour laquelle un terrain ou partie de terrain, un bâtiment ou partie de bâtiment, une construction ou partie de construction peuvent être utilisés ou occupés.

Usage accessoire:

Usage dont l'utilisation est ordinairement accessoire (ou complémentaire) et subordonnée à l'utilisation du bâtiment principal ou de l'usage principal. Un usage accessoire ne peut pas servir à loger des personnes de façon permanente ou non, à l'exception des usages accessoires liés à un établissement agricole ou à l'exploitation des ressources naturelles.

Usage temporaire:

Usage pouvant être autorisé pour une période de temps préétablie.

Véranda:

Galerie ou balcon avec toiture vitrée ou grillagée et non destinée à abriter des personnes tout au long de l'année. Une véranda est une ouverture (grillage ou vitre) sur au moins 40 % de la superficie de chaque mur extérieur.

R-2005-394, a. 2.1

R-2010-441, a. 3.2

Verrière:

Bâtiment ou partie d'un bâtiment, composé de grandes surfaces vitrées. Les verrières sont chauffées et conçues pour être utilisées tout au long de l'année.

Zone centenaire : *(voir zone de faible courant)*

Zone de faible courant:

Correspond à la partie de la zone inondée au-delà de la limite de la zone de grand courant (0-20 ans ou vingtenaire) et jusqu'à la limite de la zone inondable (20-100 ans ou centenaire).

Zone de grand courant:

La zone pouvant être inondée par une crue de récurrence vingt ans (0-20 ans ou vingtenaire).

Zone vingtenaire : *(voir zone de grand courant)*

Chapitre 3

3 Dispositions administratives

3.1 Application du présent règlement

L'application du présent règlement est confiée au fonctionnaire désigné, ce dernier étant identifié sous le nom d'inspecteur en bâtiments ou son adjoint.

Nonobstant le premier alinéa, l'inspecteur régional applique les dispositions relatives à l'exploitation forestière.

3.2 Nomination de l'inspecteur en bâtiments

Le conseil nomme par résolution un inspecteur en bâtiments ainsi que son ou ses adjoint(s).

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir de l'inspecteur en bâtiment et de son ou ses adjoint(s), le cas échéant, le conseil nomme par résolution un fonctionnaire désigné assurant l'intérim. À ces fins, il est investi de tous les pouvoirs se rattachant à la fonction.

3.3 Responsabilité du fonctionnaire désigné

Le fonctionnaire désigné (inspecteur en bâtiments) doit:

- a) administrer et appliquer les règlements d'urbanisme et leurs amendements futurs à l'exception des dispositions relatives à l'exploitation forestière qui sont de la compétence de la MRC d'Antoine-Labelle;
- b) surveiller et contrôler les constructions, les occupations des bâtiments et l'usage des terrains;
- c) référer, s'il y a lieu, toute question d'interprétation ou d'application des règlements d'urbanisme au conseil ou au comité consultatif d'urbanisme, le cas échéant;
- d) garder les dossiers relatifs à toutes les demandes pertinentes à l'exécution du présent règlement aux inspections effectuées et aux permis émis à l'exception des documents et certificats relatifs à l'exploitation forestière;
- e) approuver les plans des installations septiques et procéder à l'inspection de ces installations;

- f) aviser quiconque contrevient aux prescriptions du présent règlement;
- g) informer et faire rapport au conseil de toute infraction qu'il décèle et faire les recommandations sur les mesures à prendre pour corriger la situation;
- h) émettre les constats d'infraction, à l'exception des constats d'infraction en cas de contravention aux dispositions relatives à l'exploitation forestière qui sont de la compétence de la MRC d'Antoine-Labelle.

3.4 Responsabilité de la municipalité

Tout fonctionnaire investi de l'autorité d'émettre des permis ou des certificats requis par la loi, doit se conformer aux exigences du présent règlement. Tout permis ou certificat qui est en contradiction avec ce règlement est nul et sans effet.

Aucune information ou directive donnée par les officiers ou les employés de la municipalité n'engage la responsabilité de la municipalité, à moins que telle information ou directive ne soit conforme aux dispositions du présent règlement.

3.5 Pouvoirs du fonctionnaire désigné

L'inspecteur en bâtiments et en environnement ou le fonctionnaire désigné ou son représentant dument mandaté peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, visiter entre 7 heures et 19 heures, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les règlements y sont exécutés, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice, par la municipalité, du pouvoir de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission qui lui est conféré par une loi ou un règlement.

Les propriétaires, locataires ou occupants des lieux visités sont obligés de les recevoir et de répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution des règlements d'urbanisme.

L'inspecteur en bâtiment et en environnement ou le fonctionnaire désigné ou son représentant dument mandaté peuvent également exiger au requérant d'un permis ou d'un certificat de fournir toutes informations ou documents supplémentaires nécessaires à l'analyse de la conformité d'une demande à la réglementation d'urbanisme de la Municipalité.

R-2003-379, a. 3

R-2021-531, a. 5.1

Chapitre 4

4 Émission des permis et certificats d'autorisation

4.1 Dispositions générales à tous les permis

4.1.1 Obligation

Quiconque désire entreprendre une activité qui nécessite l'émission d'un permis ou d'un certificat d'autorisation en vertu du présent règlement doit obtenir ce permis ou ce certificat de l'inspecteur en bâtiments avant d'entreprendre l'activité.

Nonobstant l'alinéa précédant, le certificat d'autorisation relatif à l'exploitation forestière d'un volume de bois de plus de 100 mètres³ au cours d'une période consécutive de douze (12) mois sur une même propriété foncière doit être obtenu auprès de l'inspecteur régional de la MRC d'Antoine-Labelle.

Si le requérant n'est pas le propriétaire du terrain ou du bâtiment visé par la demande, il doit être autorisé par le propriétaire à produire une telle demande.

Le requérant doit effectuer les travaux conformément aux conditions stipulées au permis ou au certificat d'autorisation et aux déclarations faites lors de la demande.

4.1.2 Modification aux plans et documents ou à la description des travaux

Toute modification apportée aux plans et documents ou à la description des travaux après l'émission du permis ou du certificat d'autorisation doit être approuvée par l'inspecteur en bâtiments, ou l'inspecteur régional selon le cas, avant l'exécution des travaux ainsi modifiés. L'inspecteur en bâtiments ou l'inspecteur régional, selon le cas, ne peut approuver les modifications que si elles sont conformes aux dispositions du présent règlement.

Cette approbation n'a pas pour effet de prolonger la durée du permis ou du certificat d'autorisation.

4.1.3 Affichage du permis ou du certificat d'autorisation

Le permis de construction et les divers certificats d'autorisation doivent être affichés pendant toute la durée des travaux dans un endroit en vue sur le terrain où les travaux ont lieu.

4.1.4 Responsabilité du propriétaire

Ni l'octroi d'un permis ou d'un certificat d'autorisation, ni l'approbation des plans et devis, ni les inspections faites par l'inspecteur en bâtiments ou l'inspecteur régional, selon le cas, ne peuvent relever le propriétaire de sa responsabilité d'exécuter ou de faire exécuter les travaux suivant les prescriptions du présent règlement.

4.2 Le permis de lotissement

4.2.1 Nécessité d'un permis de lotissement

Nul ne peut procéder à une opération cadastrale sans avoir préalablement obtenu de l'inspecteur en bâtiments un permis de lotissement conformément aux dispositions du présent règlement.

Nul ne peut procéder à la construction des rues avant que le permis de lotissement pour celles-ci ne soit accordé.

4.2.2 Demande de permis de lotissement

La demande du permis de lotissement doit être transmise à l'inspecteur en bâtiments sur les formulaires prévus à cet effet, dûment remplis et signés.

4.2.2.1 Forme de la demande de permis de lotissement pour un projet de lotissement de 5 terrains et moins et ne comprenant pas l'ouverture de nouvelles rues

Une demande de permis de lotissement portant sur moins de 5 terrains et ne comportant pas l'ouverture de nouvelles rues doit être soumise par le propriétaire ou son mandataire avec 3 copies d'un plan, ou de plans annexés si nécessaire, à une échelle appropriée où l'on retrouve les indications suivantes:

- a) l'identification cadastrale du ou des lots concernés de même que celle des propriétés adjacentes;
- b) les limites des lots et leurs dimensions exactes;
- c) le tracé et l'emprise des chemins existants et de ceux prévus;
- d) les servitudes (incluant les servitudes existantes ou requises pour le passage d'installation de transport d'énergie et de transmission des communications) et droit de passage;

- e) les limites des zones de faible courant et de grand courant, si la demande porte sur un terrain situé dans une zone inondable identifiée sur la carte apparaissant à l'annexe numéro 3 du règlement 2000-348 relatif au zonage;
- f) les limites des zones de mouvement de sols, si la demande porte sur un terrain situé en bordure de la rivière Rouge;
- g) la date, le titre, le nord astronomique, l'échelle, le nom du propriétaire et de l'arpenteur-géomètre ainsi que leurs signatures;
- h) Pour tout terrain affecté par un talus situé à moins de trente (30) mètres de la ligne des hautes eaux d'une rivière, un plan préparé par un arpenteur géomètre localisant le haut, le bas et la hauteur du talus.

Une demande faite qui a recours aux dispositions portant sur les tenants et aboutissants des articles du règlement numéro 2000-349 relatif au lotissement doit être accompagnée d'une copie des actes enregistrés pertinents décrivant les tenants et aboutissants du terrain faisant l'objet de la demande de permis de lotissement.

Une demande faite en vertu de l'article 5.4 du règlement numéro 2000-349 relatif au lotissement, doit être accompagnée d'une copie de l'avis d'expropriation pour fins d'utilité publique ou d'une copie du contrat correspondant à la parcelle de terrain acquise à des fins d'utilité publique.

Une demande portant sur un terrain situé dans une zone exposée aux inondations identifiée sur les cartes 1 et 2 apparaissant à l'annexe numéro 3 du règlement numéro 2000-348, relatif au zonage doit être accompagnée de la cote altimétrique moyenne du terrain.

Une demande portant sur un terrain dont l'accès éventuel se fera directement à partir d'un chemin à la charge du ministère des Transports du Québec doit être accompagnée d'un avis de ce ministère relatif à l'accès.

2005, R-2005-394, a. 3 2010, R-2010-441, a. 4.1

4.2.2.2 Forme de la demande de permis de lotissement pour les projets autres que ceux prévus à l'article 4.2.2.1

Une demande de permis de lotissement, pour un projet autre que ceux prévus à l'article 4.2.2.1, doit être soumise par le propriétaire ou son mandataire, en plus des documents exigés en vertu de l'article 4.2.2.1, avec 3 copies d'un plan projet à une échelle appropriée où l'on retrouve les indications suivantes:

- a) les éléments mentionnés au paragraphe a) à g) du premier alinéa de l'article 4.2.2.1;
- b) le tracé et l'emprise des rues proposés jusqu'à leur embranchement avec une rue existante;

- c) les pentes exprimées en pourcentage des rues proposées;
- d) le sens de l'égouttement des eaux de ruissellement, l'emplacement et le diamètre des ponceaux ainsi que la délimitation des servitudes nécessaires à l'égouttement de ces eaux;
- e) les caractéristiques du site tels que les plans d'eau, les marécages, le roc de surface, etc.;
- f) les zones de mouvement de sols;
- g) les étapes de développement prévues;
- h) copie des permis du ministère de l'Environnement du Québec lorsque le projet vise le raccordement des propriétés à un réseau d'aqueduc ou d'égout.

Une demande portant sur un projet de dix (10) terrains et plus et situé à moins de 250 mètres de l'emprise d'un chemin à la charge du ministère des Transports du Québec doit être accompagnée d'un avis de ce ministère sur les conséquences sur ce chemin.

4.2.3 Procédures d'émission du permis de lotissement

Sur réception de la demande de permis de lotissement, l'inspecteur en bâtiments:

- vérifie si tous les documents nécessaires à l'étude sont inclus, sinon voit à ce que le dossier soit complété;
- étudie la demande conformément au présent règlement;
- présente le dossier au comité consultatif d'urbanisme, au comité de voirie et au conseil municipal pour analyse et commentaires, lorsque la demande comporte plus de 5 terrains ou comporte l'ouverture de nouvelles rues;

4.2.4 Conditions d'émission du permis de lotissement

Le permis de lotissement est émis lorsque la demande est conforme au présent règlement et aux règlements d'urbanisme et que les conditions mentionnées aux dits règlements, ainsi que les conditions mentionnées aux paragraphes a) à e) du présent alinéa sont respectées.

- a) le tarif pour l'obtention du permis a été payé;
- b) le système de drainage des eaux de ruissellement proposé est adéquat aux conditions présentes sur le terrain;

- c) le propriétaire s'engage par écrit à céder gratuitement à la municipalité les servitudes requises pour l'installation et le raccordement des services d'utilité publique;
- d) la demande est accompagnée de tous les plans et documents exigés par le présent règlement;
- e) le propriétaire doit payer les taxes municipales qui sont exigibles et impayées à l'égard des immeubles compris dans le plan.
- f) Le cas échéant, le contrat de cession ou l'engagement à céder à la municipalité un terrain à des fins de parc, de terrain de jeu ou d'espace naturel a été signé ou la contribution en argent au fonds des parcs, terrains de jeu et espaces naturels a été versée à la municipalité. 2016, 2016-484, a.4.1

4.2.5 Émission du permis de lotissement

Dans un délai d'au plus soixante (60) jours de la date de réception de la demande et de tous les documents nécessaires à l'étude, l'inspecteur en bâtiments doit délivrer le permis de lotissement ou faire connaître son refus au requérant par écrit et le motiver.

Dans tous les cas, l'inspecteur en bâtiments doit retourner au requérant un exemplaire approuvé des plans et documents de la demande et garder l'autre exemplaire dans les archives de la municipalité.

De plus, l'inspecteur en bâtiments appose sa signature faisant foi de la conformité ou de la non-conformité de la demande au présent règlement.

4.2.6 Cause d'invalidité et durée du permis

Un permis de lotissement est nul et sans effet si l'opération cadastrale n'a pas fait l'objet d'un dépôt officiel ou d'un enregistrement à la Direction de l'enregistrement cadastral du ministère des Ressources naturelles du Québec dans les douze (12) mois de la date d'émission.

4.3 Permis de construction

4.3.1 Nécessité du permis de construction

Tout travail de construction, de transformation, de modification, d'agrandissement d'une construction, d'un ouvrage, d'un bâtiment ou toute addition d'une construction d'un ouvrage ou d'un bâtiment sont interdits sans l'obtention d'un permis de construction.

Sans restreindre la portée de ce qui précède, un permis de construction est notamment requis pour une piscine ayant plus d'un mètre de profondeur, l'ajout de parties saillantes à un bâtiment (galerie, véranda...), l'ajout de pièces à un bâtiment, les modifications aux parties

intérieures et extérieures, l'ajout d'un étage, la construction de fondations, la réalisation d'une installation septique, d'une installation de prélèvement d'eau, etc.

R-2016-484, a.4.2

Un permis de construction n'est toutefois pas requis pour les réparations, les constructions temporaires ainsi que pour l'aménagement du terrain (clôture, muret, trottoir...). Ces derniers peuvent cependant être soumis à l'obligation d'obtenir un certificat d'autorisation, tel que précisé à l'article 4.4.1, et demeurent assujettis à toutes les dispositions générales ou particulières des règlements d'urbanisme s'y appliquant.

Un permis de construction n'est pas requis pour des travaux de rénovation intérieure sans modification aux cloisons dont le coût est inférieur à 5 000 \$ par année.

R-2010-441, a. 5.1

La réalisation des travaux ne nécessitant pas le permis de construction est toutefois assujettie à toutes les dispositions générales ou particulières s'appliquant. Un certificat de non-contravention peut alors être émis.

4.3.2 Forme de la demande

Toute demande de permis de construction doit être présentée à l'inspecteur en bâtiments sur un formulaire fourni à cet effet par la municipalité, dûment rempli et signé, et être accompagnée des informations suivantes:

- a) le genre de travaux à effectuer, l'utilisation actuelle de la construction ou de l'ouvrage et celle qui en sera faite;
- b) un plan d'implantation exécuté à une échelle appropriée du ou des bâtiments sur le ou les terrains sur lesquels on projette de construire, indiquant les renseignements pertinents suivants:
 - l'identification cadastrale du terrain, ses dimensions et sa superficie;
 - la localisation et les dimensions au sol de chaque bâtiment projeté et des bâtiments existants sur le même terrain, s'il y a lieu;
 - les distances entre chaque bâtiment et les limites du terrain ainsi que des bâtiments entre eux, si nécessaire;
 - la distance par rapport à un lac ou à un cours d'eau, s'il en existe à moins de trente (30) mètres;
 - la situation du terrain par rapport à un chemin public:

- le nombre, la localisation et les dimensions des cases de stationnement et des allées d'accès, s'il y a lieu;
 - la localisation de la fosse septique, de l'élément épurateur et de l'installation de prélèvement d'eau;
R- 2016-484, a.4.3
 - la localisation et le pourcentage d'espace vert ou naturel du terrain lorsque le règlement numéro 2000-348 relatif au zonage exige l'aménagement ou la conservation d'espace vert ou naturel;
- c) les plans complets du bâtiment montrant les quatre faces du bâtiment, la subdivision et l'affectation des pièces, l'emplacement des issues et des fenêtres, les fondations, la localisation et les dimensions des solives et des fermes de toit et tout autre élément nécessaire à la bonne compréhension du projet. Ces plans doivent être dessinés à une échelle exacte et reproduits par un procédé indélébile;
- d) les revêtements extérieurs utilisés;
- e) le niveau de la base du rez-de-chaussée par rapport à la rue, dans le cas d'un nouveau bâtiment principal;
- f) une évaluation du coût probable des travaux et la durée prévue;
- g) les autorisations requises en vertu d'autres lois ou règlements relevant des autorités municipale, provinciale et fédérale, s'il y a lieu, principalement le permis d'installation septique et la déclaration ou l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), lorsque le terrain est situé en zone agricole désignée.

4.3.2.1 Permis de construction en zone inondable

Une demande de permis de construction portant sur un terrain situé dans une zone à risque d'inondations identifiée sur la carte apparaissant à l'annexe 3 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage et à ses amendements actuels et futurs doit être accompagnée de la cote altimétrique moyenne du terrain et de la cote altimétrique du rez-de-chaussée. La production de ces cotes altimétriques n'est cependant pas obligatoire lors du dépôt d'une demande de permis de construction relative à un bâtiment accessoire conforme aux dispositions des paragraphes r), s) et t) du premier alinéa de l'article 12.4 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage.

R-2010-441, a. 5.2

Lorsque le bâtiment faisant l'objet de la demande de permis de construction comporte des fondations sises sous le niveau de la crue de récurrence centenaire elle doit être accompagnée des documents nécessaires pour s'assurer que ces fondations comportent les caractéristiques suffisantes relatives aux éléments suivants:

- imperméabilisation
- stabilité des structures
- armature nécessaire
- capacité de pompage suffisante pour évacuer les eaux d'infiltration
- résistance du béton à la compression et à la tension.

4.3.2.2 Permis de construction pour un usage principal dont l'accès se fera directement à partir d'un chemin à la charge du ministère des Transports du Québec

Une demande de permis de construction relative à la construction d'un bâtiment principal situé sur un terrain dont l'accès se fera à partir d'un chemin à la charge du ministère des Transports du Québec doit être accompagnée d'un avis de ce ministère relatif à l'accès.

4.3.2.3 Permis de construction pour une maison multigénérationnelle

Une demande de permis de construction pour une maison multigénérationnelle doit être accompagnée de documents statuant le lien de parenté ou d'alliance existant ou ayant existé entre le propriétaire ou l'occupant du logement principal et les occupants du second logement.

La preuve du lien de parenté ou d'alliance est donnée, par exemple, au moyen de document tel que le certificat de naissance ou le certificat de mariage.

4.3.2.4 Permis de construction pour un terrain de camping

Le permis de construction ou de certificat d'autorisation pour l'implantation de tout nouveau terrain de camping et de tout agrandissement de terrain de camping existant n'est accordé pour un terrain de camping que lorsque le requérant a déposé un plan d'aménagement de l'ensemble du site.

Le plan d'aménagement de l'ensemble du site doit être produit par un professionnel compétent en la matière et doit comprendre les éléments suivants :

- i) Un plan d'aménagement de l'ensemble du terrain de camping montrant :
 - la superficie et les dimensions de l'ensemble du site conformément aux dispositions du règlement 2000-349 relatif au lotissement et ses amendements;
 - les accès véhiculaires, les allées de circulation véhiculaires et piétonnières;
 - la localisation des bâtiments administratifs et de services;
 - la localisation du système de traitement des eaux usées;
 - la localisation de l'installation de prélèvement d'eau et de son aire de protection;

- la superficie et les dimensions des sites;
- la superficie et l'aménagement des aires récréatives (espaces collectifs);
- la bande de protection riveraine de tout lac et/ou cours d'eau;
- la zone tampon ceinturant l'emplacement.

ii) Toutes autres dispositions relatives à l'aménagement d'un terrain de camping édictées en vertu du règlement 2000-348 relatif au zonage et ses amendements.

2016, 2016-484, a.4.4

4.3.2.5 Informations nécessaires pour déterminer les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en zone agricole

Une demande de permis de construction pour une maison d'habitation ou un immeuble protégé situé dans une zone agricole doit être accompagnée de la liste des installations d'élevage situées dans un rayon de un kilomètre de ladite maison d'habitation ou dudit immeuble protégé et des informations nécessaires pour déterminer les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs.

Une demande de permis de construction pour une installation d'élevage doit être accompagnée de la liste des maisons d'habitation et des immeubles protégés situés dans un rayon de un kilomètre de ladite installation d'élevage et des informations nécessaires pour déterminer les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs.

4.3.3 Procédure et conditions d'émission du permis de construction

Dans un délai d'au plus trente (30) jours de la date du dépôt de la demande de permis de construction, l'inspecteur en bâtiments émet le permis de construction si:

- a) la demande est conforme aux règlements d'urbanisme;
- b) la demande est accompagnée de tous les plans et documents exigés par le présent règlement;
- c) le tarif pour l'obtention du permis a été payé.

Dans le cas contraire, il doit faire connaître son refus au requérant par écrit et le motiver dans le même délai.

Dans l'un ou l'autre cas, il doit retourner au requérant un exemplaire des plans et documents annexés à la demande et garder les autres aux archives de la municipalité.

4.3.4 Cause d'invalidité et durée du permis de construction

Tout permis de construction devient nul et sans remboursement du coût du permis, si:

- a) la construction n'a pas été commencée dans les six (6) mois de la date de l'émission du permis;
- b) les travaux ont été interrompus pendant une période de douze (12) mois consécutifs;
- c) les travaux de construction ne sont pas terminés dans le délai octroyé par le permis. À défaut par le détenteur du permis de s'exécuter dans ce délai, il devra demander un nouveau permis;
- d) les dispositions des règlements d'urbanisme ou les déclarations faites dans la demande de permis de construction ne sont pas observées.

Dans l'un ou l'autre de ces cas, si le requérant désire commencer ou continuer la construction, il devra se pourvoir d'un nouveau permis de construction et remplir les exigences des règlements d'urbanisme.

4.3.5 Durée du permis

Un permis de construction est valide pour une période de douze (12) mois.

Nonobstant ce premier alinéa, un permis de construction pour un nouveau bâtiment principal est valide pour une période de vingt-quatre (24) mois.

Si la construction n'est pas complétée conformément aux plans approuvés à l'échéance du permis, elle doit faire l'objet d'une nouvelle demande de permis conforme à la réglementation pour une période additionnelle de douze mois.

R-2021-531, a.6.1

4.3.6 Inspection des installations septiques

À la fin des travaux, l'installation septique ne peut être recouverte, ni fermée, tant et aussi longtemps qu'une personne qui est membre d'un ordre professionnel compétent en la matière ne l'as pas visité.

Tout entrepreneur, sous-entrepreneur, propriétaire ou occupant, procédant à des travaux d'installation septique, doit obéir aux instructions données sur place par le professionnel compétent y compris la suspension immédiate des travaux, si l'installation septique en construction n'est pas conforme au présent règlement ou au règlement provincial sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.22).

R-2007-411, a. 2.1

R-2021-531, a.6.2

4.3.6.1 Attestation des travaux des installations septiques

Dans le cas d'une construction d'un système de traitement des eaux usées, la demande doit être accompagnée des renseignements et documents mentionnés aux articles 4 et 4.1 du règlement sur le traitement des eaux usées des résidences isolées Q-2, r.22 et ses amendements.

Dans les trente (30) jours suivants les travaux de construction ou de modification d'un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées d'une résidence isolée ou de tout autre bâtiment y étant assimilable au sens du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées Q.2, r.22 :

- un rapport d'inspection signé et scellé attestant la conformité des travaux par une personne qui est membre d'un ordre professionnel compétent en la matière, relatif à la construction ou la modification d'un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées comprenant :
- un plan, tel que construit et réalisé à l'échelle, identifiant le dispositif concerné, la résidence isolée desservie, la localisation de tous les puits, lacs et cours d'eau dans un périmètre d'au moins trente (30) mètres et tout autre élément pertinent;
- S'il y a lieu, une description détaillée des modifications apportées au dispositif lors de sa construction ou de ses modifications.

Nonobstant ce qui précède, un rapport d'inspection signé et scellé attestant la conformité d'une installation septique n'est pas requis dans le cas d'une toilette sèche ou d'un puit absorbant des eaux ménagères.

2007, R-2007-411, a. 2.2
R-2021-531, a.6.3, 6.4, 6.5

4.3.7 Implantation de la construction

Dans le cas d'un nouveau bâtiment principal ou de l'agrandissement d'un bâtiment principal, le titulaire du permis doit fournir un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre, comprenant la pose de repères en vue de l'implantation de la construction ou de l'agrandissement.

Une demande concernant la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment avec fondation permanente situé sur un terrain affecté par une zone inondable réglementée ou par une zone sujette à mouvement de sol doit être accompagnée d'un plan préparé par un arpenteur-géomètre, localisant la cote d'inondation. Si la construction est prévue à proximité d'un talus situé à moins de trente (30) mètres de la ligne des hautes eaux d'une rivière, le plan doit localiser le talus et préciser sa hauteur.

R-2005-394, a. 4

- Nonobstant le premier alinéa, l'agrandissement d'un maximum de 20 % est autorisé pour un bâtiment principal sans qu'un plan d'implantation fait par un arpenteur géomètre ne soit requis.

R-2007-411, a. 3

4.3.8 Permis pour l'aménagement d'une installation de prélèvement d'eau

R-2016-484, a.4.5

Une demande de permis de construction, de modification ou de remplacement d'une installation de prélèvement d'eau doit être présentée, par écrit, sur un formulaire fourni à cet effet par la Municipalité.

Cette demande doit être déposée à la Municipalité et être accompagnée des renseignements et documents suivants pour permettre au fonctionnaire désigné d'évaluer la conformité de la demande aux dispositions du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (L.R.Q., c. Q-2, r-35.2). Pour l'application du présent article, l'aménagement d'une installation de prélèvement d'eau comprend son implantation, sa modification substantielle ou son remplacement. Une modification substantielle vise notamment l'approfondissement d'un puits, sa fracturation ou son scellement.

- a) L'usage du bâtiment desservi (résidentiel ou autre);
- b) La catégorie de prélèvement prévue;
- c) Le type d'installation de prélèvement d'eau prévue;
- d) La nature des travaux (implantation, modification substantielle ou remplacement);
- e) Un plan d'implantation à l'échelle du terrain pour lequel la demande est effectuée, indiquant les renseignements suivants, à savoir :
 - i. l'identification cadastrale du terrain, ses dimensions et sa superficie;
 - ii. la localisation de l'installation projetée, la capacité de pompage recherchée et son aire de protection;
 - iii. la localisation et les dimensions au sol de chaque bâtiment projeté et des bâtiments existants;
 - iv. Les distances séparant l'installation de prélèvement d'eau par rapport :
 - a. à un cours d'eau, un lac, aux zones inondables de récurrence 0-20 ans et 20-100 ans;
 - b. à un ou des systèmes étanches et/ou non étanches de traitement des eaux usées;
 - c. à toutes sources potentielles de contamination telles qu'une installation d'élevage d'animaux (bâtiment), un ouvrage de stockage des déjections

animales, un pâturage et une cour d'exercice, une parcelle, une aire de compostage, un cimetière;

- v. le numéro de permis délivré par la Régie du Bâtiment du Québec de l'entrepreneur ou la firme qui effectuera les travaux d'aménagement de l'installation de prélèvement;
- vi. la localisation de l'installation de prélèvement d'eau, de la rue, et les distances entre celles-ci et la limite du terrain et de la résidence.

Toute installation de prélèvement d'eau implantée, modifiée substantiellement ou remplacée après le 2 mars 2015 doit être repérable visuellement et accessible en tout temps.

4.3.8.1 Supervision par un professionnel

Conformément au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (chapitre Q-2, r.35.2), le recours à un professionnel est exigé dans les cas suivants :

- a) L'installation de prélèvement d'eau souterraine est aménagée à une distance comprise entre 15 et 30 mètres d'un système non étanche de traitement des eaux usées;
- b) Le remplacement ou la modification substantielle d'une installation de prélèvement d'eau souterraine existante au 2 mars 2015 dont les distances prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 du premier alinéa de l'article 17 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (chapitre Q-2, r.35.2) ne peuvent être respectées;
- c) L'aménagement d'une installation de prélèvement d'eau souterraine rendu nécessaire par l'arrêt d'approvisionnement en eau assuré par une installation voisine.
- d) L'installation de prélèvement d'eau souterraine est aménagée dans une plaine inondable;
- e) Le scellement d'une installation de prélèvement d'eau souterraine.

4.3.8.2 Rapport de forage

Toute personne qui a réalisé les travaux d'aménagement d'une installation de prélèvement d'eau souterraine ou le professionnel qui en a supervisé les travaux doit, dans les trente (30) jours qui suivent la fin des travaux, transmettre un rapport conformément au modèle de présentation fourni par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques contenant les renseignements énumérés à l'annexe 1 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (L.R.Q., c. Q-2, r-35.2).

Le rapport doit attester la conformité des travaux avec les normes prévues à ce règlement. Une copie du rapport doit être transmise au responsable de l'installation, à la Municipalité et au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

R- 2016-484, a.4.5

4.3.9 Permis pour l'aménagement d'un système de géothermie

R-2016-484, a.4.6

Une demande de permis pour l'aménagement d'un système de géothermie doit être présentée, par écrit, sur un formulaire fourni à cet effet par la Municipalité.

Cette demande doit être déposée à la Municipalité et être accompagnée des renseignements et documents suivants pour permettre au fonctionnaire désigné d'évaluer la conformité de la demande aux dispositions du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (L.R.Q., c. Q-2, r-35.2). Les dispositions des articles 4.3.8 à 4.3.8.2 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

- a) L'usage du bâtiment desservi;
- b) Le type de système de géothermie prévu (à prélèvement d'eau ou à énergie du sol sans prélèvement d'eau);
- c) La nature des travaux (implantation, modification substantielle ou remplacement);
- d) Un plan d'implantation à l'échelle du terrain pour lequel la demande est effectuée, indiquant les renseignements suivants, à savoir :
 - i. l'identification cadastrale du terrain, ses dimensions et sa superficie;
 - ii. la localisation du ou des puits projetés;
 - iii. la localisation et les dimensions au sol de chaque bâtiment projeté et des bâtiments existants;
 - iv. Les distances séparant le système de géothermie par rapport :
 - a. à un cours d'eau, un lac, aux zones inondables de récurrence 0-20 ans et 20-100 ans;
 - b. à un ou des systèmes étanches et/ou non étanches de traitement des eaux usées;
 - c. à toutes sources potentielles de contamination telles qu'une installation d'élevage d'animaux (bâtiment), un ouvrage de stockage des déjections animales, un pâturage et une cour d'exercice, une parcelle, une aire de compostage, un cimetière;
 - v. la localisation du système de géothermie, de la rue, et les distances entre ceux-ci et la limite du terrain et de la résidence.

Tout système de géothermie qui prélève de l'eau implanté, modifié substantiellement ou remplacé après le 2 mars 2015 doit être repérable visuellement et accessible en tout temps.

4.3.9.1 Rapport de forage

Toute personne qui a réalisé les travaux d'aménagement d'un système de géothermie à énergie du sol qui ne prélève pas d'eau ou le professionnel qui en a supervisé les travaux doit, dans les trente (30) jours qui suivent la fin des travaux, transmettre un rapport conformément au modèle de présentation fourni par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques contenant les renseignements énumérés à l'annexe 1 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (L.R.Q., c. Q-2, r-35.2).

Le rapport doit comprendre un plan de localisation du système, dont les composants souterrains, les dimensions de la boucle géothermique et la composition des fluides utilisés par le système et les résultats des tests de pression. Une copie du rapport doit être transmise au responsable du système, à la Municipalité et au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. ».

R-2016-484, a.4.6

4.4 Certificat d'autorisation

4.4.1 Nécessité d'un certificat d'autorisation

Les travaux suivants sont interdits sans l'obtention d'un certificat d'autorisation:

- a) le changement d'usage ou de destination d'un immeuble;
- b) le déplacement d'un bâtiment, d'un site à un autre sur un terrain de camping ou d'un terrain à un autre;
- c) la réparation d'une construction, le changement de matériau de la toiture par un matériau de même nature; R-2021-531, a.6.6
- d) la démolition, en tout ou en partie, d'une construction;
- e) l'installation d'un usage ou d'un bâtiment temporaire à l'exception des tentes et des roulottes installées sur un terrain occupé par une résidence habitable et situé dans les zones Urbaine, Agricole, Récréative, Campagne, Transport, Villégiature ou Villégiature commerciale ou à l'exception des tentes et des roulottes installées dans un terrain de camping;

- f) la réalisation de travaux sur la rive ou le littoral, à l'exception des ouvrages non régis, tel que définis aux alinéas 3, 4 et 5 de l'article 11.1 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage et des travaux se limitant à rétablir la couverture végétale des rives;
- g) l'installation d'une enseigne, sa modification ou son remplacement à l'exception des enseignes mentionnées à l'article 10.3 et 10.3.1 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage;
- h) l'excavation du sol, le remblai, le déblai, la réalisation d'un bassin d'eau ou d'un lac artificiel;
- i) Un projet d'abattage sur un terrain vacant de 1 hectare et moins par un projet de coupe reliée à un aménagement de terrain dans les zones villégiatures et villégiatures commerciales;
- j) la construction d'une clôture ou d'un muret ou la plantation d'une haie
- k) l'aménagement d'un stationnement

Le certificat d'autorisation n'est toutefois pas requis dans les cas suivants:

- a) les travaux de peinture et autres travaux semblables;
- b) les menus travaux que nécessite l'entretien normal d'une construction pourvu que les fondations, la charpente, le revêtement, les ouvertures, l'isolation, les divisions intérieures et les parties intérieures et extérieures ne soient pas modifiées, que la superficie du plancher ne soit pas augmentée et qu'il n'y ait pas l'ajout d'une nouvelle chambre à coucher;
- c) le changement de matériau de la toiture par un matériau de même nature.

Cette dispense de certificat s'applique pour les menus travaux séparément et non pour l'ensemble des travaux.

La réalisation des travaux ne nécessitant pas de certificat d'autorisation est toutefois assujettie à toutes les dispositions générales ou particulières s'appliquant.

R-2005-394, a.5 et 7

R-2021-531, a.6.7

4.4.2 Forme de la demande des certificats d'autorisation et des certificats de non-contravention

Toute demande de certificat d'autorisation ou de certificat de non-contravention doit être présentée à l'inspecteur en bâtiment sur un formulaire fourni à cet effet par la municipalité,

dûment rempli et signé et être accompagnée des documents et informations nécessaires à la demande.

Nonobstant l'alinéa précédent, le certificat d'autorisation relatif à l'exploitation forestière d'un volume de bois de plus de 100 mètres cubes solides annuellement sur une même propriété foncière doit être déposé au bureau de l'inspecteur régional avec les renseignements et documents qui doivent l'accompagner.

La demande doit faire connaître la description cadastrale et les dimensions du terrain, une description des travaux projetés, la durée probable des travaux et un estimé des coûts.

4.4.2.1 Documents accompagnant une demande de certificat d'autorisation ou une demande de certificat de non-contravention

Une demande de certificat d'autorisation pour l'un quelconque des actes énumérés aux paragraphes a) à k) du premier alinéa de l'article 4.4.1 ou une demande de certificat de non-contravention doit être accompagnée, en plus des éléments mentionnés à l'article 4.4.2, des documents et renseignements suivants:

a) Dans le cas de changement d'usage ou de destination d'un immeuble:

- i) Une description de l'utilisation actuelle de la ou des constructions et du ou des terrains visés par la demande.
- ii) Une description de l'utilisation projetée de la ou des constructions et du ou des terrains visés par la demande.
- iii) Une demande de certificat de changement d'usage ou de destination d'un immeuble portant sur un terrain dont l'accès se fait à partir d'un chemin à la charge du ministère des Transports doit être accompagnée d'un avis de ce ministère relatif à l'accès.
- iv) Une demande de certificat de changement d'usage ou de destination d'un immeuble portant sur le changement d'une maison unifamiliale en maison multigénérationnelle doit être accompagnée de documents statuant le lien de parenté ou d'alliance existant ou ayant existé entre le propriétaire ou l'occupant du logement principal et les occupants du second logement.

La preuve du lien de parenté et d'alliance est donnée, par exemple, au moyen de document tel que le certificat de naissance ou le certificat de mariage.

b) Dans le cas de déplacement d'un bâtiment:

- i) le site, les dimensions et l'usage de la construction avant le déplacement;

- ii) le numéro du lot où la construction est déplacée;
 - iii) le nom de la personne ou de l'entreprise responsable du déplacement;
 - iv) une description du parcours, des moyens et du temps prévu pour le déplacement;
 - v) une photographie du bâtiment à déplacer;
 - vi) une autorisation des autorités policières concernées et des entreprises d'utilité publique touchées, s'il y a lieu;
 - vii) si le déplacement implique un permis de construction ou un certificat de changement d'usage ou de destination d'un immeuble pour rendre la construction conforme aux règlements, une demande de permis de construction ou de certificat de changement d'usage ou de destination d'un immeuble doit également être faite.
- c) Dans le cas de la réparation d'une construction
- i) un croquis des travaux à effectuer;
 - ii) les matériaux utilisés.
- d) Dans le cas d'une démolition en tout ou en partie d'une construction:
- i) les motifs de la démolition;
 - ii) les moyens techniques utilisés;
 - iii) la vocation du terrain lorsque les travaux seront complétés.
- e) Dans le cas de l'installation d'un usage ou d'un bâtiment temporaire:
- i) une description de l'usage ou du bâtiment;
 - ii) un plan de localisation du bâtiment sur le terrain;
 - iii) la durée de l'installation;
 - iv) la manière dont seront évacuées les eaux usées, s'il y a lieu;
 - v) un engagement écrit du requérant assurant que les installations seront démontées et que le terrain sera nettoyé dans les cinq jours suivant la fin de l'installation.

- f) Dans le cas de réalisation de travaux sur la rive ou le littoral:
- i) les plans, élévation et croquis de l'ouvrage;
 - ii) les aménagements projetés, la localisation et la nature des travaux;
 - iii) les motifs de tels travaux;
 - iv) la localisation des bâtiments, lacs ou cours d'eau, falaises ou autres, s'il y a lieu;
 - v) la topographie existante et le nivellement proposé;
 - vi) copie du certificat d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement, s'il y a lieu;
 - vii) description des mesures projetées pour éviter la pollution et l'érosion.
- g) Dans le cas d'une installation d'une enseigne, de sa modification ou de son remplacement:
- i) les plans et textes de l'enseigne;
 - ii) la hauteur et les dimensions de l'enseigne;
 - iii) un plan de localisation de l'enseigne indiquant les éléments suivants:
 - la limite du lot ou du terrain visé;
 - la localisation de l'enseigne projetée;
 - la ligne de rue;
 - la localisation des bâtiments.
- h) Dans le cas de l'excavation du sol, le déblai, le remblai et la réalisation d'un bassin d'eau ou d'un lac artificiel:
- i) les plans, élévation et croquis de l'ouvrage;
 - ii) les motifs de tels travaux;
 - iii) les aménagements projetés, la localisation et la nature des travaux;
 - iv) la localisation des bâtiments, lacs ou cours d'eau, falaises ou autres, s'il y a lieu;
 - v) copie du certificat d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement, s'il y a lieu.

i) Dans le cas de l'abattage d'arbres à des fins domestiques en zones « Villégiature » et « Villégiature Commerciale »:

- i. le type de coupe à être effectuée;
- ii. le type d'abattage d'arbres à être effectué;
- iii. la superficie et la localisation des travaux sur un plan à l'échelle;
- iv. la date et la durée des travaux;
- v. la justification dans le cas des arbres situés sur la rive ou dans les marges de recul du terrain;
- vi. le cas échéant, une photo des arbres dépérissants situés sur la rive d'un lac ou cours d'eau;
- vii. le nom et les coordonnées du responsable des travaux.

R-2005-394, a. 6

j) Dans le cas de la construction d'une clôture, d'un muret ou de la plantation d'une haie:

- i) les plans, élévation et croquis de l'ouvrage;
- ii) les aménagements projetés, la localisation et la nature des travaux;
- iii) les motifs de tels travaux;
- iv) la localisation des bâtiments, lacs ou cours d'eau, falaises ou autres, s'il y a lieu;
- v) la topographie existante et le nivellement proposé;
- vi) copie du certificat d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement, s'il y a lieu;
- vii) description des mesures projetées pour éviter la pollution et l'érosion.

4.4.3 Procédure et conditions d'émission du certificat d'autorisation

Dans un délai d'au plus 30 jours de la date du dépôt de la demande, l'inspecteur en bâtiments ou l'inspecteur régional selon le cas émet le certificat d'autorisation demandé si:

- a) la demande est conforme aux règlements d'urbanisme;
- b) la demande est accompagnée de tous les plans et documents exigés par le présent règlement;
- c) le tarif pour l'obtention du certificat a été payé.

Dans le cas contraire, il doit faire connaître son refus au requérant par écrit et le motiver dans le même délai.

Dans l'un ou l'autre cas, il doit retourner au requérant un exemplaire des plans et documents annexés à la demande et garder les autres aux archives de la municipalité.

4.4.4 Cause d'invalidité et durée du certificat

Tout certificat d'autorisation devient nul, sans remboursement du coût du certificat, si les travaux faisant l'objet du certificat demandé n'ont pas été complétés dans les six mois de la date d'émission du certificat.

Un certificat d'autorisation est valide pour une durée de six (6) mois.

2005, R-2005-394, a. 8

4.4.5 Travaux de nettoyage, etc.

Le requérant doit, dans les 30 jours de la fin des travaux permis par le certificat d'autorisation, exécuter les travaux de nettoyage, de nivelage ainsi que la réparation du trottoir et de la rue, s'il y a lieu.

Chapitre 5

5 Tarifs pour l'obtention des permis et certificats

5.1 Tarif des permis et certificats

Toute personne demandant l'émission d'un permis ou d'un certificat doit payer l'honoraire applicable au moment de l'émission du permis ou du certificat. Le paiement des honoraires doit se faire soit en argent comptant, soit par chèque ou mandat poste payable à l'ordre de la municipalité

Les honoraires à être versés pour les divers permis et certificats s'établissent comme suit:

5.2 Permis de lotissement

L'honoraire de base pour un permis de lotissement est de 25 \$. 10 \$ est chargé par la suite pour chaque lot supplémentaire.

R-2016-484, a.5.1

Nonobstant le premier alinéa, le coût de lotissement pour les terrains situés sur plus d'un lot ou d'un rang originaire s'établit par terrain destiné à la construction d'un bâtiment et non pas par lot créé. Dans de tels cas, le coût du permis de lotissement est de 20 \$ par terrain destiné à la construction d'un bâtiment.

5.3 Permis de construction

Les tarifs pour l'obtention d'un permis de construction sont les suivants :

Pour la construction d'un bâtiment principal (par logement)	100\$
Pour la construction d'un bâtiment principal (pour un commerce, une industrie, une institution ou un bâtiment à usage multiple prévu à l'article 6.1.1 du règlement numéro 2000-348 relatif au zonage)	100 \$ pour les premiers 100 m ² de superficie de plancher plus 1 \$ pour chaque tranche de 2 m ² de superficie de plancher additionnel
Pour une installation septique	50\$
Pour le captage des eaux (puits)	50\$
Pour tout autre permis de construction	50\$

R-2016-484, a.5.2

R-2005-394, a. 9.1

R-2021-531, a7.1

5.4 Certificat d'autorisation ou de non-contravention

Les tarifs pour l'obtention d'un certificat d'autorisation ou de non-contravention sont les suivants :

Pour la construction d'une clôture, d'un muret, d'une piscine ou pour la plantation d'une haie	20\$
Pour un certificat de non-contravention	100\$
Pour un usage ou un bâtiment temporaire	20\$
Pour tout autre certificat d'autorisation	20\$

R-2016-484, a.5.3

R-2005-394, a. 9.2

5.5 Combinaison ou ajout à un permis de construction ou à un certificat d'autorisation

Durant la période de validité d'un permis de construction, il est possible de combiner et d'ajouter dans ce permis les différents travaux régis par le permis de construction, ainsi que les différents travaux régis par les certificats d'autorisation.

Durant la période de validité d'un certificat d'autorisation, il est possible de combiner et d'ajouter dans ce certificat les différents travaux régis par le permis de construction, ainsi que les différents travaux régis par les certificats d'autorisation.

Nonobstant les deux premiers alinéas, un permis d'installation septique ne peut être combiné avec un autre permis de construction ou avec un certificat d'autorisation.

Nonobstant les premiers alinéas, un certificat d'autorisation pour une exploitation forestière de 100 mètres cube de bois solide et plus ne peut être combiné avec un permis de construction ou avec un autre certificat d'autorisation.

Le coût du permis de construction ou du certificat est le plus élevé parmi les travaux prévus dans ce permis ou ce certificat.

Ces ajouts au permis ou au certificat n'ont pas pour effet de prolonger la durée dudit permis ou dudit certificat.

Chapitre 6

6 Dispositions finales

6.1 Recours

La Cour supérieure ou la Cour municipale peut, sur requête de la Municipalité ou de la Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle, ordonner la cessation d'une utilisation du sol ou d'une construction non conforme aux dispositions du présent règlement.

R-2010-441, a. 6

Elle peut également ordonner, aux frais du propriétaire, ou de tout autre contrevenant, l'exécution des travaux requis pour rendre l'utilisation du sol ou la construction conforme au présent règlement ou, s'il n'existe pas d'autre remède utile, la démolition de la construction ou la remise en état du terrain.

Est annulable un lotissement, une opération cadastrale ou le morcellement d'un lot par aliénation qui est effectué à l'encontre du présent règlement. La municipalité peut s'adresser à la Cour supérieure pour prononcer cette nullité.

Lorsqu'une construction est dans un état tel qu'elle peut mettre en danger des personnes ou lorsqu'elle a perdu la moitié de sa valeur par vétusté, par incendie ou par explosion, la Cour supérieure peut, sur requête de la municipalité ordonner l'exécution des travaux requis pour assurer la sécurité des personnes ou, s'il n'existe pas d'autre remède utile, la démolition de la construction.

La Municipalité ou la Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle peut aussi employer tout autre recours utile.

6.2 Contraventions et recours

6.2.1 Dispositions générales

6.2.1.1 Peine

Toute personne qui commet une infraction au présent règlement ou qui, étant propriétaire, permet ou tolère la commission sur sa propriété d'une telle infraction est passible d'une amende et des frais.

Pour une première infraction, ladite amende ne peut être inférieure à 500 \$ si le contrevenant est une personne physique et à 1 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. Elle ne

peut être supérieure à 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et à 2 000 \$ s'il est une personne morale.

R-2010-441, a. 7.1

En cas de récidive, ladite amende ne peut être inférieure à 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et à 2 000 \$ s'il est une personne morale. Elle ne peut être supérieure à 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et à 4 000 \$ s'il est une personne morale.

R-2010-441, a. 7.2

Si l'infraction revêt un caractère continu, elle constitue jour par jour une offense séparée et le contrevenant est passible de l'amende ci-dessus édictée pour chaque jour durant lequel l'infraction se continuera.

6.3 Amendement du présent règlement

Les dispositions du présent règlement ne peuvent être modifiées ou abrogées que conformément à la loi.

6.4 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Yves Meilleur
maire

Hélène Beauchamp
secrétaire-trésorière

Adopté à l'unanimité

À la séance du 12 juin 2000, par la résolution numéro 2000-06-171 sur une proposition de Rolland Beaulieu, appuyé par Claude Lépine.